

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414 - 468 - 1 €

CE QUI NOUS DISTINGUE : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du "socialisme dans un seul pays" et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

- le prolétaire -
Journal bimestriel - Un exemplaire
1 €, 3 FS, £ 1
- programme communiste -
Revue théorique - Un exemplaire
4 €, 10 FS, £ 3

- il comunista -
Journal bimestriel en italien
Un expl.: 1,5 €, 5 FS, £ 1,5
- el programa comunista -
Revue théorique en espagnol
Un expl.: 3 €, 8 FS, £ 2

- le prolétaire -
No 468
Août-Septembre 2003
40^e année

DANS CE NUMERO

- Gaz et pétrole dans le Golfe de Guinée
- Incendie du reichstag: Lutte Ouvrière persiste et signe
- De SOS-Racisme à SOS-Despote. La farce électorale au Togo et le social-impérialisme

Canicule: c'est le capitalisme qui tue!

Chut! N'en parlons pas. Les victimes de la canicule sont tombées par milliers sans que daignent s'en apercevoir ni les médias, ni les services spécialisés, dans l'indifférence générale. Pourtant l'Etat bourgeois a les moyens de mobiliser toute son attention et des ressources considérables quand il le juge utile; souvenons-nous de la pneumonie atypique qui il y a quelques mois était considérée comme une urgence nationale et dramatisée de façon démesurée: elle fit 2 morts en France. Dans le cas de la vague de décès dus à la canicule, après que les responsables gouvernementaux aient dans un premier temps tout fait pour minimiser son ampleur, un communiqué officiel finit par reconnaître le 30 août le chiffre de 11.435 morts! Et ce chiffre est un minimum ne serait-ce que parce qu'il ne porte que sur la première quinzaine d'août, alors que la canicule a commencé bien avant dans certaines régions et que des personnes ont continué encore à mourir en nombre des conséquences de la chaleur dans les jours qui ont suivi, contrairement à ce que continuent encore d'affirmer les autorités responsables...

Comment s'explique cette indifférence véritablement criminelle envers les victimes?

Pour les bourgeois, il était urgent et vital de trouver des «coupables»: le directeur général de la santé Abenhaim, se trouva dans l'obligation de démissionner (contrairement à la gauche, nous n'avons pas à regretter le départ du complice). Les politiciens de droite comme de gauche ont ensuite rivalisé pour cacher les véritables causes de ce drame. Mamère et Kouchner vinrent au secours du gouvernement. Les verts et Contassot demandèrent la démission du ministre de la santé, Mattei; le clown «socialiste Hollande exigea l'ouverture d'une enquête parlementaire; la LCR souhaita «un changement de politique de santé», comme si on pouvait changer de politique sans toucher aux causes profondes; Raffarin dénonça la mise en place des 35 heures dans les hôpitaux tandis que l'ensemble du gouvernement reprochait la lenteur et les carences de l'information. Mais Chirac a donné le véritable sentiment de la bourgeoisie en faisant retomber la responsabilité du drame sur les familles: que les familles de prolétaires s'occupent de leurs vieux, cela nous coûte trop cher!

* * *

Pour la société du capital les prolétaires sont dignes d'intérêt dans la mesure où il est possible de les exploiter, de leur extorquer

(Suite en page 2)

Après les grèves du printemps Se préparer aux luttes futures!

Au-delà des habituels commentaires journalistiques sur la rentrée sociale plus ou moins difficile, le gouvernement et les cercles bourgeois influents savent que la période qui vient connaîtra inévitablement une aggravation de la tension sociale qui pourrait bien déboucher sur de nouveaux mouvements de lutte. Contrairement à ce qu'affirmaient les économistes et les experts institutionnels, la croissance économique n'est pas au rendez-vous. Si officiellement la France n'est pas en récession (la croissance n'ayant pas été nulle au premier trimestre), les chiffres du deuxième trimestre ne laissent planer aucun doute sur la baisse en cours de l'activité économique. Comme ses voisins et partenaires économiques la France n'échappera pas à la crise économique.

Ou, plutôt, elle est y est déjà. Selon l'INSEE, la production industrielle est en recul depuis le milieu de l'année 2001 et rien qu'au cours des deux premiers trimestres de cette année, près de 58.000 emplois ont disparu dans la seule industrie. Alors que les patrons réduisent dans pratiquement tous les

secteurs leurs projets d'investissement, un fleuron de l'industrie nationale comme Alstom s'est retrouvé virtuellement en faillite. Le gouvernement a volé sans attendre au secours de cette entreprise géante, même si pour cela il a dû violer quelques dogmes libéraux, s'asseoir sur les directives de la Commission européenne, et quasiment nationaliser Alstom (les pourfendeurs de l'«ultra-libéralisme», d'ATTAC à la LCR, ont-ils vu là finalement une justification de leurs appels à voter Chirac?). Sauver l'entreprise, cela signifie s'attaquer aux prolétaires: fermetures de sites et licenciements sont au programme.

Sans doute le gouvernement a annoncé en août que le chômage avait très légèrement reculé (-0,2%), mais cette baisse est due... à une vague de radiations sur les listes de l'ANPE. En réalité le chômage n'a pas cessé d'augmenter et il continuera à le faire comme le reconnaît l'OFCE (institut économique proche du MEDEF): «Les chefs d'entreprise, ayant tablé à tort sur une forte reprise, n'ont pas réduit leurs effectifs, et ce n'est

qu'au début de l'année 2003 qu'ils ont commencé à rétablir leur taux de marge. (...) En conséquence, selon nos prévisions la France connaîtrait en 2003 des destructions nettes d'emploi, et le taux de chômage atteindrait 10% à la fin de l'année» (1). Rappelons au passage que ce taux est le taux officiel qui ne donne qu'une image tronquée du nombre réel de travailleurs au chômage ou «en sous-emploi».

La crise économique frappe toute la zone euro, à commencer par sa première puissance économique, l'Allemagne. Celle-ci a reconnu officiellement être entrée en récession, de même que l'Italie et la Hollande, les autres suivront. La baisse du dollar par rapport à l'euro a peut-être satisfait l'amour-propre des bourgeois européens, elle a surtout été une arme efficace pour les bourgeois américains dans la guerre économique que se livrent continuellement les centres capitalistes mondiaux. Les ventes de marchandises européennes aux Etats-Unis ont reculé et sur

(Suite en page 2)

Trente ans après Le coup d'Etat au Chili: une terrible expérience à ne pas oublier

Il y a trente ans, en septembre 1973, le sanglant coup d'Etat du général Pinochet renversait le gouvernement d'Unité Populaire d'Allende et déchaînait une féroce répression contre les prolétaires et les militants ouvriers: la prétendue «voie chilienne au socialisme», vantée alors par les réformistes de tous les pays, se révélait être, comme nous l'avions écrit alors, la **voie unique de la contre-révolution**, la voie qui mène au massacre de la classe ouvrière. Aujourd'hui où la crise économique persistante en Amérique Latine (la CEPAL, commission économique de l'ONU pour l'Amérique Latine, parle de «6 années perdues» pour la croissance économique dans la région) est grosse de difficultés politiques pour la bourgeoisie, on voit réapparaître sur le devant de la scène la carotte et le bâton de l'ordre bourgeois, c'est-à-dire les deux méthodes utilisées alternativement par la bourgeoisie contre les prolétaires: les illusions démocratiques, réformistes et

Le 5 septembre 1970, Allende arrivait en tête de l'élection présidentielle avec 36,3% des voix contre 34,98 % au candidat de la droite réactionnaire (Parti National) et 27,84% au candidat du parti bourgeois traditionnel, la Démocratie Chrétienne. Dans son discours au soir du 5 septembre, après cette victoire électorale, Allende disait, au milieu des phrases lyriques et démagogiques sur le «gouvernement révolutionnaire»:

«Nous avons triomphé pour en finir définitivement avec l'exploitation impérialiste, pour en finir avec les monopoles, pour faire une réforme agraire sérieuse et profonde, pour contrôler le commerce d'importation et d'exportation, pour nationaliser, enfin, le crédit, choses qui rendront possible le progrès du Chili en créant le capital social qui poussera en avant notre développement». Et, plus loin:

«Quand un peuple a été capable de cela [surmonter la puissance de l'argent et les campagnes calomnieuses], il sera capable aussi de comprendre que ce n'est qu'en

travaillant plus et en produisant plus que nous pourrons faire que le Chili progresse (...).

Jamais comme aujourd'hui l'hymne national n'a eu pour vous et pour moi une si grande signification. Nous le disons dans notre discours: nous sommes les héritiers légitimes des pères de la patrie, et ensemble nous ferons la deuxième indépendance: l'indépendance économique du Chili».

Un tel discours de nature réformiste et nationaliste, où ne manquaient pas ni la mise en garde contre les «provocations», ni l'appel à éviter tout esprit de «vengeance» était bien de nature à rassurer la bourgeoisie, s'il en était besoin, sur les intentions réelles de l'Unité Populaire. Comme aucun candidat n'avait eu la majorité absolue, c'était en effet au parlement, majoritairement conservateur, de confirmer comme c'était l'usage, ou de refuser, l'accession d'Allende à la présidence. Alors que le Parti National et l'extrême droite lançaient une furieuse campagne contre la confirmation et pour la tenue de nou-

populistes et les menaces répressives et putschistes. Comme il y a trente ans l'histoire commence à placer à nouveau concrètement le prolétariat devant l'alternative d'être le jouet du réformisme jusqu'au coup de massue final ou de se placer sur le terrain de la lutte de classe: c'est-à-dire de rompre avec l'interclassisme, avec l'union populaire ou nationale avec les classes bourgeoises et petites-bourgeoises, de constituer son parti révolutionnaire de classe, internationaliste et international, afin d'engager la lutte ouverte contre le système capitaliste non pour le réformer, le nationaliser ou le démocratiser, mais pour le détruire.

Pour que les victimes de 1973 - victimes non seulement des golpistes chiliens et de leurs parrains impérialistes, mais aussi des illusionnistes réformistes - ne soient pas tombées en vain, pour que la tragédie d'hier ne se répète pas demain, il est indispensable de rappeler les enseignements cruciaux de cette terrible expérience.

velles élections (le général Schneider, chef d'état-major de l'armée, qui avait déclaré qu'un gouvernement Allende était le seul capable de prévenir une insurrection populaire, était assassiné par un groupe d'extrême droite), la Démocratie Chrétienne décidait de voter pour Allende, après la signature d'un accord où les partis de l'U.P. s'engageaient à respecter les institutions étatiques, la police et tout particulièrement l'autonomie des Forces Armées (l'Armée n'est-elle pas l'instrument suprême de la bourgeoisie?). Le représentant de la prétendue voie chilienne au socialisme accédait donc à la présidence grâce au principal parti bourgeois!

Le programme de l'U.P. - constituée du Parti Socialiste, du Parti Communiste et d'un petit parti du centre - n'était en réalité rien d'autre qu'une version du programme démocrate-chrétien, assaisonnée d'une couche épaisse de démagogie «socialiste»; il corres-

(Suite en page 5)

Canicule: c'est le capitalisme qui tue!

(Suite de la page 1)

du profit. Le système de santé publique bourgeois n'a pas pour but d'assurer le bien-être de la population. Fondamentalement l'objectif qu'il doit assurer, c'est de faire en sorte que la main d'oeuvre soit suffisamment en bonne santé pour pouvoir être exploitée dans les bagnes capitalistes; une épidémie qui rendrait malade une partie significative des esclaves salariés aurait des conséquences désastreuses pour la bonne marche du capital et pour la rentrée des profits (sans compter qu'elle pourrait aussi contaminer la personne des bourgeois!). Lorsque les prolétaires sont trop abîmés ou trop vieux pour pouvoir être exploités, ils ne représentent plus guère d'intérêt, ils deviennent une charge pour le système.

Les maisons de retraite et diverses autres maisons de repos regorgent de ces prolétaires usés jusqu'à la moelle par les longues années d'exploitation (les bourgeois eux ont bien évidemment la possibilité de s'offrir une vieillesse dorée et ils ne fréquentent pas ces mouiroirs). Les plus naïfs pourraient penser que l'exploitation capitaliste s'arrête aux portes de ces structures et que le système aurait la décence d'offrir un minimum de confort à ces prolétaires en fin de vie: il faut

être atteint d'une crasse ignorance pour se laisser bernier à ce point sur la voracité du capitalisme. Le prolétaire âgé, usé et «périmé» doit encore être source de profit; sa dépendance se monnaie au prix fort: en institution, le prix de journée augmente régulièrement alors que les prestations fournies suivent la courbe inverse; le but est de le saigner au maximum en lui prenant ses dernières économies (quand il avait pu en faire) ou en lui volant la totalité de sa pension de retraite (salaire différé) et en essayant, le cas échéant, de faire payer ses descendants. L'allocation personnalisée d'autonomie (A.P.A.) a été diminuée. Le prolétaire vieillissant est culpabilisé en permanence: il est accusé, entre autre, d'une surconsommation de médicaments; aussi pour faire face au déficit de la sécurité sociale, le gouvernement a instauré le démantèlement d'une liste importante de médicaments (en attendant d'autres mesures draconiennes qui ne sauraient tarder à s'abattre sur l'ensemble du prolétariat).

La bourgeoisie est sans doute obligée pour ne pas mettre en péril la crédibilité de son système démocratique, de faire mine de se soucier des victimes prolétariennes; ainsi, nous avons droit au SAMU social l'hiver, aux plans ROUGE ou ORSEC en cas d'accidents importants. Mais en réalité, les victi-

mes, la bourgeoisie s'en fiche royalement. Ainsi, la vague de chaleur que nous venons de subir, pourtant prévue et annoncée par les spécialistes, ne l'a pas soucieuse outre mesure. Or, tous les médecins et les gériatres n'ont eu de cesse de mettre en garde contre les méfaits de la canicule sur les personnes âgées, les enfants en bas âge et les malades.

Lorsque l'ampleur de la catastrophe a commencé à percer, le gouvernement a essayé de donner l'impression qu'il réagissait. Le gouvernement et le ministère de la Santé annonçaient la mise en place du «plan blanc». Le 14 août il s'agissait d'ouvrir des lits supplémentaires dans les hôpitaux et de réquisitionner du personnel soignant (preuve implicite des carences de la gestion bourgeoise). Cette mesure n'était destinée qu'à répondre à la polémique qui pointait. Elle ne pouvait pallier la pénurie aggravée progressivement depuis plusieurs dizaines d'années par les gouvernements successifs: ouverture de lits sans personnels supplémentaires (on se contente d'aggraver les conditions de travail des prolétaires déjà exténués. On fait appel aux volontaires pour les heures supplémentaires, on a recours à la charité, à la culpabilisation et on promet une récompense aléatoire sous forme d'une pseudo prime).

Depuis plusieurs dizaines d'années, les mesures prises par les différents gouvernements n'ont cessé de réduire les possibilités de soin pour les prolétaires. Ce fut d'abord la réforme hospitalière, puis le plan Juppé poursuivi fidèlement par Aubry qui diminueront

les possibilités d'accueil dans les hôpitaux (tous les services seront concernés... il n'y a pas que les urgences). Les différentes restructurations débouchèrent sur des suppressions de postes de personnel soignant. Le passage aux 35 heures n'a pas été compensé par des embauches correspondantes, loin s'en faut. De plus, les services de gériatrie, en pénurie constante d'agents qualifiés, sont encore plus démunis pendant les mois d'été; les départs pour congé sont remplacés par des auxiliaires sous payés et n'ayant aucune formation (il ne s'agit pas d'incriminer ces personnels au demeurant dévoués et remplis de bonne volonté).

Ce n'est pas la fatalité mais les lois fondamentales du capitalisme qui condamnent les prolétaires à une vieillesse dans la misère, dans l'isolement ou avec le minimum de soins. Ce sont les lois du capitalisme, et non la fatalité ou la mauvaise politique de tel ou tel gouvernement, qui en font les victimes désignées à l'avance de telle ou telle catastrophe «naturelle», comme le démontre le fait que cette hécatombe a strictement suivi les frontières de classe.

Le prolétariat doit savoir, comprendre et se souvenir que ce n'est pas la chaleur qui a tué, mais le capitalisme. C'est lui qu'il faut combattre et détruire pour rendre possible une société qui sera orientée vers le bien-être de tous ses membres et non pas la recherche du profit de quelques uns: le communisme.

Après les grèves du printemps Se préparer aux luttes futures!

(Suite de la page 1)

le marché mondial les produits *made in USA* ont retrouvé une compétitivité nouvelle. L'économie étasunienne en plein marasme y a trouvé un ballon d'oxygène bien utile pour l'aider à sortir de sa récession - à côté bien sûr de l'injection massive de crédits dans les industries du complexe militaro-industriel: les déficits du budget et de la balance des paiements américains ont retrouvé des niveaux dignes du «laxisme keynésien» de l'ère pré-Reagan. Coincés par le fameux «Pacte de stabilité» qui sert de base à l'Euro (il impose un déficit budgétaire inférieur à 3%), les gouvernements européens ne peuvent pas utiliser la méthode classique du déficit pour doper leurs économies. Pour l'instant la peur d'une renaissance de l'inflation et d'un dérapage incontrôlé des finances des Etats l'emporte encore sur les dangers d'une crise économique, mais les pressions s'accroissent pour une réforme ou une suppression de ce Pacte.

En France comme dans les autres pays, les difficultés économiques obligent les bourgeois à accroître leurs attaques contre les prolétaires, contre la classe qui produit le profit dont vit le capitalisme. Les marchands d'illusions réformistes peuvent bien essayer de faire croire qu'il serait possible de relancer l'économie en augmentant les salaires et en diminuant le chômage (la hausse de la consommation consécutive à ce pouvoir d'achat supplémentaire faisant tourner les usines, qui embaucheraient alors à nouveau, etc.), dans la réalité le moteur du mécanisme économique capitaliste est l'investissement et non la consommation des masses laborieuses; si on veut le définir de façon lapidaire, le capitalisme c'est la production pour la production, et non la production pour satisfaire les besoins de la population (ceux qui n'en sont pas convaincus peuvent le demander aux victimes de la canicule). Or, pour reprendre les propos de distingués économistes bourgeois: «la restauration de la profitabilité des entreprises est un préalable indispensable à la reprise de l'investissement. En la matière, l'économie allemande semble plus avancée que l'économie française, qui doit encore combler son retard d'ajustement. Or la restauration de la profitabilité vient essentiellement de l'emploi»

(2). En bon français cela veut dire: pour restaurer les profits, il faut virer suffisamment de travailleurs et faire bosser plus ceux qui restent. Et les prolétaires sont prévenus, il y a du retard à combler en matière de licenciements!

La volonté fermement affichée de baisser les impôts s'inscrit dans la même problématique de restauration des profits. Présentée dans les mass-médias comme une mesure favorable à l'emploi (!), sensible uniquement pour les hauts revenus - alors que les patrons français sont déjà les mieux payés d'Europe (3) - elle est l'un des volets de la diminution générale des prélèvements obligatoires et des charges sociales réclamées par le patronat. Les conséquences de cette baisse des rentrées financières de l'Etat, les bourgeois les feront retomber à coup sûr sur les prolétaires: restrictions pour tout ce qui touche les dépenses sociales (pas de restriction pour ce qui est du nombre de flics ou de leur équipement!) et effort accru pour augmenter la rentabilité et la productivité des fonctionnaires. Certaines administrations ont déjà montré la voie, comme par exemple la Poste où le recours aux travailleurs précaires s'est généralisé et où la course au profit, à l'exploitation des travailleurs, est le mot d'ordre.

La Sécurité sociale est la cible annoncée depuis plusieurs mois pour les prochaines «réformes» gouvernementales. Le mouvement de ce printemps contre la réforme des retraites, bien plus fort que ne l'espérait le gouvernement, a conduit Raffarin à annoncer que les décisions ne seront pas prises avant 2005; ce délai sera utilisé pour faire preuve de «pédagogie», en fait pour préparer ces décisions non seulement en menant des campagnes de propagande, mais surtout en essayant de s'entendre du mieux possible avec les syndicats pour déminer le terrain. Les grands appareils syndicaux, et tout particulièrement la CGT, ont montré à la bourgeoisie qu'ils étaient toujours indispensables comme barrières à l'agitation sociale, mais bien plus utiles et efficaces devant un grand mouvement de protestation quand ils jouaient la comédie de la mobilisation que lorsqu'ils se précipitaient pour signer des accords comme le fit la CFDT.

Mais en définitive le rythme et la force des attaques bourgeoises contre les prolé-

res seront déterminées par les évolutions économiques. Si la crise économique devient sévère, les patrons qui louent aujourd'hui la «prudence» du gouvernement Raffarin, le pousseront à presser le pas et à attaquer sans attendre; si elle est amortie, peut-être par une reprise américano-japonaise qui servirait de locomotive de l'économie mondiale, alors les bourgeois pourraient prendre le temps de moduler leurs attaques de façon à troubler le moins possible la paix sociale et à retarder le plus longtemps possible la reprise de la lutte prolétarienne de classe. Une chose est sûre en tout cas: les attaques de la classe dominante ne cesseront pas et les prolétaires devront y répondre.

En dépit de tout ce que prétendent les défenseurs attardés d'une démocratie mythique ou d'un «service public» idéalisé, cette évolution, qui se déroule dans tous les pays, est un phénomène irréversible. Les temps «heureux» - dans la mémoire des réformistes et des petits-bourgeois - où sur la lancée de la reconstruction qui avait suivi les épouvantables destructions guerrières, grâce à la sueur des prolétaires appelés à retrousser leurs manches 10 heures par jour et à l'ombre du pillage impérialiste du dit «Tiers-Monde», les pays capitalistes les plus puissants pouvaient mettre sur pied et étendre des services publics développés, accorder de temps à autre des réformes et des concessions aux travailleurs, faire miroiter des possibilités d'ascension sociale pour leurs enfants, ces temps-là sont révolus. Leur retour, qui signifierait la reprise d'un nouveau cycle historique d'expansion capitaliste, ne serait possible qu'après une nouvelle phase de destructions militaires au niveau mondial et d'écrasement du prolétariat international. L'avenir est celui des affrontements de classes toujours plus aigus et plus larges, non de la conciliation pacifique des intérêts opposés dans une démocratie sociale et un capitalisme humanisé.

QUELQUES ENSEIGNEMENTS DES LUTTES DU PRINTEMPS

Le mouvement de grèves et de protestation qui a accueilli les attaques gouvernementales a été d'une ampleur sans précédent depuis 1995, en dépit des précautions prises et par le gouvernement et par les syndicats. L'ampleur de cette réaction est sans aucun doute le signe de l'importance des tensions sociales qui s'accumulent depuis des années; d'un autre côté le déroulement des grèves et de la protestation, la relative faci-

lité avec laquelle ce mouvement a pu être contrôlé montre aussi la difficulté encore très grande des prolétaires à retrouver le chemin de la lutte classiste organisée. Par rapport à 1995 il faut cependant noter un fait positif: à l'époque la grande majorité des grévistes et des participants aux manifestations n'avaient pu se rendre compte du rôle réel des appareils syndicaux et avaient au contraire jugé positivement leur engagement dans la lutte; même la comédie des négociations de Maignon mettant fin au mouvement n'avaient pas entraîné de réactions significatives. Alors même qu'elle avait été marquée par l'emploi de méthodes étrangères aux méthodes classiques du collaborationnisme - extension des grèves par-delà les limites de corporation, grèves illimitées avec occupation des locaux, piquets de grève, etc. - le réformisme était ressorti politiquement renforcé de cette grande vague de luttes. Devant l'impuissance du gouvernement Juppé à mettre en oeuvre son programme d'attaques sociales, les pompiers sociaux prenaient la relève à l'occasion des nouvelles élections organisées après la dissolution du parlement, répétant le scénario déjà joué 10 ans plus tôt. C'est une grande force de la bourgeoisie de pouvoir compter sur cette alternative ou des gouvernements de gauche, «populaires», succédant à des gouvernements de droite, «autoritaires», peuvent calmer les réactions prolétariennes aux attaques portées trop brutalement.

Au cours du mouvement de ce printemps par contre beaucoup de travailleurs ont constaté l'attitude des organisations syndicales qui visiblement ne faisaient pas tout ce qu'elles auraient en théorie pu faire: refus d'une lutte frontale sur des mots d'ordre clairs, absence de mobilisation de leur part des travailleurs du privé, mouvement d'usure qui laissait toute latitude au gouvernement d'attendre l'essoufflement du mouvement, etc. Si la constatation que les directions syndicales cherchaient plus à freiner le mouvement qu'à le faire triompher était relativement répandue, cela ne pouvait cependant déboucher immédiatement sur la prise de conscience de la nature foncièrement anti-prolétarienne de ces grands appareils collaborationnistes, ni à plus forte raison sur la prise de conscience de la nécessité pour les prolétaires de prendre en main leurs propres luttes, la préparation, l'organisation et la défense de celles-ci.

Cela était d'autant moins possible que les partis et courants dits d'extrême gauche qui jouissaient d'une certaine influence auprès

(Après les grèves ...)

des travailleurs les plus mobilisés, se sont employés, comme c'est inévitable, à jouer le rôle de couverture, de flanc-garde de ces appareils syndicaux. Le refus de l'extrême gauche de tout affrontement, même involontaire, avec le collaborationnisme syndical l'a conduit à diverses contorsions, comme par exemple l'absence de tout cortège autonome dans les manifestations, ou les pitoyables circonvolutions de «Lutte Ouvrière» pour ne pas employer le mot qui fâchait les bonzeries syndicales: grève générale, ou encore, dans le même registre, les protestations du PT contre les médias qui l'accusaient d'appeler à la grève générale (4)! Sans doute ces organisations participaient activement aux grèves et au mouvement de lutte contre les projets gouvernementaux, mais leur orientation fondamentale consistait à faire pression sur les forces collaborationnistes pour qu'elles se décident à lutter réellement. Autrement dit, au lieu de combattre systématiquement les menées défaitistes des appareils syndicaux, au lieu de dénoncer leur sabotage des luttes, au lieu d'exposer au grand jour devant les prolétaires leurs compromissions permanentes avec les institutions bourgeoises, toute leur action revenait à remettre ou à laisser entre les mains de ces adversaires professionnels de la lutte prolétarienne le sort de la lutte contre les projets gouvernementaux!

Une telle attitude n'est pas circonstancielle ou le fruit du hasard: c'est l'expression de la nature profonde de ces courants pseudo-révolutionnaires qui sont congénitalement rattachés par mille fils, théoriques, programmatiques, politiques et **pratiques**, au réformisme classique dont ils ne sont que l'aile extrême. «La LCR ne veut pas être le cauchemar de la gauche» a déclaré, paraît-il, son porte-parole Besancenot: c'est qu'elle et ses consœurs en «extrême-gauche» paten-tée par les médias, veulent en être et en sont vraiment les béquilles, les rabatteurs. L'augmentation de leur audience au fur et à mesure que s'affaiblissent les grands partis réformistes classiques, les place devant des responsabilités plus grandes, les conduisant donc nécessairement à se montrer telles qu'elles sont vraiment: signe de sa profondeur, ce ne sont pas seulement les grands appareils syndicaux que le mouvement du printemps aura contraint à se dévoiler, mais aussi les organisations d'extrême gauche, au moins en partie.

A une autre échelle, le mouvement a également de révélateur pour les positions d'un groupe qui s'affirme être un représentant de la «Gauche communiste», le Courant Communiste International. Comme lors des grèves de 1995, le CCI a en substance réagi devant le mouvement de ce printemps par une **condamnation**: la lutte était perdue d'avance, elle allait laisser «le goût amer de la défaite chez des dizaines de milliers de prolétaires», «les grèves qui ont paralysé les transports en commun constituent un obstacle supplémentaire à l'extension du mouvement»; il ne manquait même pas à ce couplet le refrain sur les «préjudices» que feraient subir aux enfants de la classe ouvrière un blocage des examens (5)! Le CCI verrait-il dans les examens la voie de l'émancipation sociale pour les enfants de la classe ouvrière? Les militants du CCI ne se cachent pas (et se glorifient même) d'avoir été «hués» en divers endroits lorsqu'ils ont appelé à la reprise du travail. Ils justifient leur refus d'appeler les travailleurs en prendre leur lutte en main (comme nous le faisons), au nom d'une savante analyse selon laquelle on aurait été en présence d'une manœuvre de la bourgeoisie pour infliger une sévère défaite aux prolétaires; voilà pourquoi il était nécessaire selon eux d'avertir les prolétaires du piège et de les inviter à ne pas se lancer dans une longue lutte...

Le caractère spécieux de ces arguments que nous sert à chaque fois le CCI pour condamner les luttes ouvrières saute aux yeux: la pire des défaites est la défaite sans combat. Le prolétariat ne peut pas refuser le combat sous prétexte que ce n'est pas lui qui

a choisi le terrain et le moment. Et de toutes façons le plus important dans toute lutte n'est pas le résultat immédiat, mais comme disait Marx et Engels dans le Manifeste en parlant de luttes qui **échouaient**, l'**union grandissante des travailleurs** qu'elles entraînent.

Dans ce mouvement du printemps on a vu pour la première fois depuis longtemps des employés de l'Education Nationale, des enseignants, se mobiliser et faire grève non pas sur des revendications corporatistes, non pas au nom d'objectifs interclassistes, mais en tant que salariés, en tant que prolétaires. Pour la première fois depuis longtemps on a vu les secteurs combattifs essayer de se donner les formes d'organisation nécessaires à leur lutte pour contrer les blocages des appareils syndicaux. Il faut saluer et reconnaître ce que cela représente de positif pour les luttes futures, malgré toutes les limites, les contradictions et le caractère encore partiel de ces premiers pas.

C'est dans cette direction, dans la direction de l'organisation indépendante de clas-

se des travailleurs, de l'utilisation des méthodes et des moyens de lutte classistes, que devra passer et que passera la reprise de la lutte prolétarienne, malgré tous les obstacles dressés par la bourgeoisie et le réformisme contre-révolutionnaire, en dépit des condamnations et des entraves de toute sorte. Il appartiendra aux prolétaires d'avant-garde, sur la base des bilans des luttes passées, de s'en pénétrer et de s'en faire les vecteurs au sein de la classe:

les luttes futures sont inévitables, les prolétaires doivent s'y préparer!

(1) cf «Le Monde», 30/8/3

(2) Déclaration d'économistes de la Caisse des dépôts, ibidem.

(3) Selon une étude de ce printemps les revenus moyens des patrons européens étaient supérieurs de 16% à ceux des patrons britanniques et de plus de 50% de ceux des patrons allemands, italiens, etc. cf «The Financial

Times», 23/6/3.

(4) Répondant à ceux qui l'accusent d'appeler à la grève générale, le P.T. affirme: «Si nous estimions dans la situation actuelle devoir lancer un mot d'ordre qui serait nécessairement politique, nous le ferions. Mais à l'heure actuelle, ce que nous constatons, c'est que des millions de travailleurs se tournent vers les directions des organisations syndicales pour poser la question de la grève générale interprofessionnelle et nous estimons que cette demande est parfaitement légitime. (...) Nous assistons à un blocage aggravé, à un approfondissement de la crise politique et institutionnelle qui font peser des risques de grandes dérives sur la société. Nous ne sommes pas favorables au chaos. L'ordre social ne peut être établi que sur les bases de la démocratie» cf «Informations ouvrières» n° (13/6/3), cité dans «Le cri des travailleurs» n°5-6 (groupe dissident du P.T.).

(5) cf «Révolution Internationale» n°336 (juin 2003).

Gaz et pétrole dans le Golfe de Guinée

Le Nigeria est le plus peuplé des Etats africains, et le plus riche en pétrole. Complètement aux mains des multinationales (Shell, Mobil, Chevron, Eni, Total...), les retombées des revenus de l'or noir sont totalement insuffisantes pour que ce pays fasse un saut qualitatif dans le développement capitaliste. En dépit de ses forts revenus pétroliers il est classé parmi les 20 pays les plus pauvres du monde.

Les multinationales américaines du pétrole ont récemment découvert dans le Golfe de Guinée de nouveaux gisements de pétrole et de gaz naturel qui risquent de faire de cette région une des prochaines zones haute de tension en raison de la concurrence entre les impérialismes les plus puissants - plus précisément entre les Etats-Unis et la France. En fait la bande la plus riche en pétrole en Afrique pour ce que l'on en connaît aujourd'hui va du Nigeria à la Namibie, en passant par les eaux territoriales du Cameroun, de la Guinée Equatoriale, São Tome e Príncipe, Gabon Congo-Brazzaville, Congo-Kishasa et Angola. En outre des gisements existent peut-être plus au nord, au large du Ghana et de la Côte d'Ivoire. Il faut enfin ajouter, à l'intérieur des terres, le pétrole du Tchad qu'un pipeline emmènera jusqu'aux ports camerounais.

Selon le *National Intelligence Council* américain (1), les Etats-Unis pourraient à partir de 2015 importer 25% de leur pétrole d'Afrique au lieu de 16% actuellement. D'après le Centre pour les Etudes stratégiques et Internationales les 2/3 des concessions de pétrole de la Guinée équatoriale sont déjà entre les mains d'opérateurs américains. Ces dernières semaines un accord a été passé entre l'américaine Esso et l'angolaise Sonangol pour l'ouverture d'un nouveau site pétrolier dans les eaux territoriales de Luanda qui devrait produire 250 millions de barils par jour. «Tous les mois l'Angola accorde de nouvelles concessions pour la recherche, le forage et l'extraction de nouveaux gisements; elle vise à dépasser avant 2010 la production du Nigeria, aujourd'hui le premier exportateur africain. Le Nigeria et le Cameroun se disputent le contrôle de la presqu'île de Bakassi, riche en pétrole. Pendant ce temps, Elf, Shell et Exxon sont sur le point d'ouvrir 300 nouveaux puits pour une production journalière estimée à environ 225 mille barils par jour au Tchad et veulent construire grâce au soutien économique de la Banque Mondiale un oléoduc qui traversera le Cameroun portant le pétrole à Kribi sur l'Atlantique» (2).

Tout cela suffirait pour que la concurrence entre les multinationales pétrolières et les Etats qui les défendent débouchent sur des affrontements violents, transformant la région du Golfe de Guinée en «zone des tempêtes» où les impérialistes s'affrontent pour le contrôle des richesses locales: les tensions entre les Etats-Unis et la France sont au premier chef destinées inévitablement à s'accroître.

En Côte d'Ivoire, les sociétés américai-

nes auraient aussi jeté les yeux sur au moins 13 nouveaux sites pétroliers, après avoir finalisé l'exploitation d'un site à Jacquville capable de produire initialement 60.000 barils par jour et après que la société US Ranger oil ait obtenu la concession sur les gisements de Baobab (200 000 barils par jour). L'intérêt marqué par les Américains à la situation de la Côte d'Ivoire a là une explication supplémentaire...

LE PÉTROLE TCHADIEN

Les informations de la revue économique italienne dont nous avons cité plus haut un passage sont plutôt datées en ce qui concerne le pétrole tchadien (le plus grand gisement terrestre africain); il s'agit là d'une vieille histoire (les premiers forages d'exploration datent de 1969) dont nous avons déjà parlé à plusieurs reprises et qu'il serait sans aucun doute intéressant de relater dans le détail. Nous rappellerons simplement ici que ce gisement avait été découvert par une compagnie pétrolière américaine, la Conoco, à la fin des années 70; le Tchad étant sous «influence» française, les américains avaient dû céder une part à la compagnie Elf. Les guerres civiles qui ont ravagé le Tchad pendant des années empêchèrent toute commencement d'exploitation. La défaite du sanglant Hissène Habré qui bénéficiait d'un soutien américain (par opposition à la Libye) déboucha sur une certaine stabilité. Le chef de guerre victorieux, Idriss Deby affirma que c'en était fini de la répression et des massacres coutumiers du régime de Habré et l'impérialisme français, s'efforça même de donner des allures de démocratie au nouveau régime. Mais il ne fallut pas longtemps pour constater que la réalité sanguinaire de l'Etat néo-colonial tchadien n'avait pas disparu avec la venue d'une nouvelle bande à son sommet: meurtres et arrestations d'opposants, exactions en tout genre contre les populations se sont succédés, suscitant périodiquement la renaissance de groupes armés à mi-chemin entre le banditisme et la politique. Mais peu importe du point de vue impérialiste, car le régime de Deby marquait une victoire à peu près complète des intérêts français, même si elle était temporaire.

Dans le nouveau projet mis au point dans les années 90, la part d'Elf montait à 16%, puis à 20%, tandis que, comme par hasard, l'état-major français décidait de redéployer au Tchad ses forces militaires basées dans la Centrafrique voisine. Le gisement tchadien qui devrait avoir une durée de production de 25 ans et qui devrait doubler les recettes de l'Etat, a cependant cette particularité de né-

cessiter d'importants investissements avant d'entrer en production: notamment la construction d'un pipeline de plus de 1000 km de long (dans ses confessions à la justice, l'ancien PDG d'Elf a reconnu que l'un de ses objectifs avait été de faire en sorte que le pipeline évite de traverser le territoire camerounais par les régions anglophones, toujours suspectes de sympathie avec le Nigeria - quitte à augmenter la longueur du trajet) (3). Pour financer l'entreprise, le consortium se tourna vers la Banque Mondiale, qui prête des capitaux à un taux faible aux pays en voie de développement (emprunter de l'argent sur les marchés financiers classiques aurait coûté trop cher aux compagnies pétrolières); or le Tchad fait partie des «pays les moins avancés» et a droit à des taux préférentiels: sous prétexte de «développement» des pays pauvres, la B.M. prête ainsi aux multinationales pour qu'elles développent... leurs profits.

Mais alors que tout semblait devoir se passer sans difficultés, des ONG américaines entamèrent une bruyante campagne contre ce projet au nom de la défense de la nature et des populations (auxquelles elles ne s'étaient jamais intéressées auparavant). Inhabituellement soucieuse d'écologie, la direction majoritairement américaine de la B.M., multiplia alors les atermoiements. Le projet semblait voué à piétiner pendant longtemps encore, lorsque brusquement en novembre 1999, l'ambassadeur de France vint en personne avertir le président tchadien qu'Elf et son associé anglais Shell se retiraient de l'affaire. Selon Elf cette décision soudaine était due uniquement à des raisons de rentabilité: si elle abandonnait ainsi du jour au lendemain le pétrole tchadien qu'elle avait jusqu'alors tout fait pour s'approprier, c'était pour consacrer ses ressources au développement du gisement géant découvert par elle au large de l'Angola (selon ses dires ce gisement en ferait la première société productrice de pétrole en Afrique).

Nous ne sommes évidemment pas dans le secret des conseils d'administration et nous ne connaissons donc pas les modalités de l'accord qui a mis fin au bras de fer pétrolier franco-américain sur le Tchad. Ce qui est sûr, c'est qu'en cédant sur le gisement tchadien, Elf a évité tout problème sur la mise en valeur du gisement angolais; de plus les firmes françaises se sont vues accorder une part importante du gâteau de la construction du pipeline (alors que les firmes et entrepreneurs locaux ont été complètement évin-

(Suite en page 4)

Gaz et pétrole dans le Golfe de Guinée

(Suite de la page 3)

chés). Quoi qu'il en soit, l'abandon d'Elf a comme par miracle fait se débloquent les crédits de la BM et se taire les ONG. La Banque Mondiale et la société Exxon (Esso), chef de file de l'entreprise (les sociétés qui ont remplacé Elf et Shell, étant l'américaine Chevron et la malaysienne Petronas), affirment que c'est parce qu'il s'agit du projet de plus respectueux de l'environnement, des populations et de la transparence financière qui ait jamais été finalisé; des lois spéciales ont été votées, un comité de suivi comprenant des ONG a été formé pour vérifier que l'argent du pétrole est bien utilisé au profit des populations et ne va pas finir dans les poches des dignitaires du régime. Avec le début imminent de l'exploitation du pétrole, ce serait le début du «décollage économique» qui s'annoncerait pour le Tchad, des emplois pour les chômeurs et la fin de la pauvreté pour les habitants...

Dans les faits la situation est bien moins rose, on s'en serait douté. Le fameux comité de suivi n'a jamais fait autre chose que de publier des recommandations jamais suivies d'effet. On peut trouver dans un communiqué du «Réseau des commissions permanentes Pétrole du Tchad» (4) une dénonciation de la «duplicité» de la BM et du gouvernement tchadien et de la «complicité» entre la BM et Esso portant sur le non-respect des engagements pris; pour ce qui est des travailleurs employés à la construction des installations, le communiqué dénonce les mauvaises conditions de travail (jusqu'à 12 heures de travail par jour pour un salaire de 140.000 CFA par mois - environ 1500 F - pour les travailleurs non qualifiés!), l'absence fréquente de contrats de travail, les licenciements abusifs, l'absence de couverture sociale, le climat anti-syndical, etc. Il dénonce aussi l'augmentation des prix des biens de consommation de base, les mauvais traitements subits par les populations locales (assassinats, pillages, rackets commis aussi bien par les bandes armées que par l'armée censée protéger les sites), les mauvaises conditions du paiement des indemnités aux personnes expropriées, etc., sans compter les dégradations en tout genre de l'environnement qui sont classiques des exploitations pétrolières...

Quant aux perspectives réelles à attendre du pétrole, laissons la parole à ce sujet à un conseiller du Trésor américain en poste au Tchad: «Le pétrole ne crée pas d'emplois. Le pétrole fonctionne comme une enclave dans l'économie. Tout ce qu'il fait c'est de créer des revenus pour le gouvernement» (5). Et ces revenus, ils finissent la plupart du temps dans les coffres des banques européennes...

GRÈVE AU NIGERIA

Le Nigeria a connu au début de l'été une grève générale pour protester contre la hausse du prix de vente de près de 50 % du pétrole à la population: le pétrole est là-bas un produit indispensable à la vie de la population car il sert à la cuisine comme à l'éclairage et à plusieurs reprises de telles hausses des prix se sont traduites par des grèves et des émeutes. Commencée le 30 juin à Abuja (la nouvelle capitale) et Lagos (la capitale économique) à l'appel de la Confédération des Syndicats (NLC) en dépit d'un arrêté la déclarant illégale, la grève s'étendit au reste du pays les jours suivants. Soucieux d'arrêter au plus vite le mouvement auquel avait pris part les travailleurs des ports, des entreprises pétrolières et aussi certains fonctionnaires, le gouvernement, après le refus le 5 juillet par les syndicats de ses propositions, se tourna vers la répression: il fallait faire place nette avant la venue du président américain Bush. Le 7 juillet la police tira sur une manifestation à Lagos, faisant 8 à 10 morts et de nombreux blessés. A Abuja la troupe fut appelée en renfort après que la police ait échoué à empêcher les grévistes de faire fermer les échopes des marchands pour les

obliger à respecter le mot d'ordre d'arrêt des activités: les militaires «se contentèrent» de tirer en l'air pour disperser les grévistes. Des dizaines de personnes furent arrêtées à travers le pays.

Tout en protestant contre l'usage «excessif» (!) de la force, les bonzes syndicaux qui avaient été contraints de déclencher le mouvement en raison de la colère des travailleurs et des masses (ils avaient d'abord essayé la voie des discussions avec les autorités) s'affirmèrent alors prêts à rencontrer le gouvernement; et le 8 juillet ils décidaient d'arrêter le mouvement, le gouvernement ayant promis d'ouvrir des discussions pour... **réduire** les hausses de prix. Les chefs syndicaux pourront ainsi se flatter auprès des travailleurs d'avoir fait reculer le gouvernement, tandis que ce dernier aura réussi l'essentiel: faire passer une nouvelle augmentation substantielle du prix du carburant dans un pays qui regorge de pétrole mais dont les revenus n'engraissent que les cliques qui se succèdent à la tête de l'Etat. Tant que les prolétaires ne réussiront pas à s'organiser en défense de leurs propres intérêts, ils seront les jouets des bourgeois.

* * *

A partir de la fin juillet l'agitation a commencé à se développer à nouveau dans la région du delta, la région des gisements pétroliers, alors que le couvre-feu imposé là-bas depuis le début de l'année à la suite des précédents troubles, venait d'être allégé depuis une quinzaine de jours. A l'époque des cadres pétroliers avaient été séquestrés, des nombreuses installations pétrolières avaient été saccagées, causant des pertes de millions de dollars. La production de pétrole avait diminué de 40 % en raison de la fermeture de certaines installations de Shell, de Chevron et d'Elf (Total) à la suite des émeutes. Il semble que l'agitation actuelle ait pour origine des protestations contre les licenciements massifs de travailleurs décidés par les sociétés pétrolières.

Dans la ville pétrolière de Warri les tirs de soldats contre les manifestants auraient fait 2 morts à la mi-août. Les troubles auraient dégénéré en «affrontements interethniques» causant plus de 20 morts et des destructions diverses. Les médias qui parlent d'affrontements interethniques oublient d'en donner la raison véritable; les autorités et les compagnies sont trop heureuses de voir les populations se dresser les unes contre les autres et les prolétaires attaquer des profiteurs locaux qui servent alors de bouc-émissaires. Les véritables responsables de la misère sont la classe dirigeante nigérienne dans son ensemble et bien sûr les impérialismes à l'ombre desquels elle engraisse.

La rareté des informations disponibles sur la situation au Nigeria - pays le plus peuplé d'Afrique! - peut se constater au fait que la nouvelle rapportée par la Croix-Rouge nigérienne d'une explosion dans la région et dans la même période d'un pipeline, n'a eu droit à aucun écho dans les médias internationaux. Elle aurait pourtant causé probablement plus d'une centaine de morts (des habitants qui voulaient récupérer du pétrole s'échappant d'une fuite de ce pipeline)! Il est vrai que la mort de plus d'une centaine de malheureux sans ressources - de véritables prolétaires - ne présente guère d'intérêt pour les médias de la bourgeoisie tant que cela ne risque pas de peser d'une façon ou d'une autre sur la bonne marche du capital et de menacer le flot des profits...

COUP D'ETAT À SÃO TOME

Composé de deux îles distantes de 130 km, São Tomé (840 km²) et Príncipe (125 km²), et de 14 îlots, ce petit pays de 150.000 habitants dépendant à 90 % de l'aide internationale pour son budget, n'était guère habitué à faire parler de lui jusqu'ici. Mais depuis que des études ont estimé que ses eaux pouvaient renfermer 11 milliards de barils de pétrole, des compagnies pétrolières américaines (Exxon, Chevron Texaco...) ou nigé-

riennes (Chrome Oil), s'y pressent pour obtenir des concessions ou des permis de recherche. C'est ainsi que São Tomé a accordé au Nigeria la concession de 9 blocs pétroliers offshore, ce qui lui rapportera au moins 108 millions de dollars au premier semestre 2004, accord qui équivaut à lui seul au double de son budget ou au tiers de sa dette!

Le 16 juillet, alors que le président Fradique de Menezes était en visite privée au Nigeria pour y rencontrer son homologue Abasanjo, un groupe de militaires prit d'assaut les points clefs de la capitale São Tomé (50.000 habitants) comme l'aéroport (fermant ainsi l'espace aérien), les chaînes de TV et de radio ou encore la Banque centrale; il arrêta plusieurs hauts personnages, dont des ministres parmi lesquels le premier ministre et celui des Ressources naturelles, afin d'avoir des otages pour pouvoir négocier. La centaine de militaires, sur près d'un millier que compte l'archipel, qui participaient au coup d'Etat revendiquaient d'abord l'amélioration de leurs conditions de vie et le paiement des 6 mois de solde qui leur sont dus.

Le coup d'Etat fut évidemment condamné par tous les Etats de la région et au-delà, et on évoqua même une intervention militaire du Nigeria. Cependant c'est la négociation qui fut finalement choisie avec les putschistes, qui s'avèrent être aidés par une soixantaine de mercenaires anciens membres du «bataillon buffalo», corps créé en Afrique du Sud au temps de l'apartheid pour combattre les mouvements politiques de la région proches de l'ANC, comme le MPLA en Angola..

Les troubles que connaît São Tomé - comme en avril dernier lorsque des manifestations, pour réclamer des emplois et une hausse des salaires firent un mort et des blessés - sont dus à la misère générale, alors que s'enrichissent les grands propriétaires de cacao et que les bourgeois salivent à la perspective de la manne pétrolière. Le président de Menezes a dû dernièrement, avouer avoir reçu pour sa campagne électorale de l'argent venant, comme par hasard, du Nigeria avec qui il a partagé les futures concessions non en deux parts égales mais à 40 et 60% en faveur de ce dernier (ce qui lui a été évidemment aussi reproché).

Durant les sept jours de crise, les putschistes ont eu donc beau jeu de dénoncer que «des gens meurent de faim» à São Tomé et de réclamer de nouvelles élections et la transparence de la gestion des futures ressources générées par le pétrole, confirmaient que tout allaient rapidement rentrer dans l'ordre. Finalement, le 23, après la libération des otages et la levée du couvre-feu, de Menezes rentrait au bercail dans un avion officiel nigérian accompagné par le président nigérian Abasanjo, puis signait aussitôt un accord avec les putschistes qu'il amnistiait sur le champ.

Cet accord satisfait le Nigeria et son président qui s'est beaucoup investi personnellement dans cette affaire, au détriment de l'Angola qui fut durant le règne des prédécesseurs de de Menezes, le partenaire privilégié de São Tomé. Il satisfait aussi la Libye qui a aussitôt félicité, en lui promettant un soutien financier, le président réinstallé qui a souvent effectué des voyages chez Kadhafi. Mais les plus satisfaits sont sans aucun doute les Etats-Unis, très discrets durant le putsch malgré leur omniprésence à São Tomé depuis l'élection de Menezes avec qui ils ont passé des accords pétroliers et militaires. Les USA ont en effet le projet d'établir une base militaire à São Tomé afin de contrôler et de pouvoir intervenir rapidement si besoin est dans une région qui est destinée à devenir de plus en plus vitale pour leurs intérêts, mais où ils n'ont pour l'instant aucune force militaire présente en permanence.

* * *

Comme au Tchad et ailleurs, la découverte de richesses pétrolières si elle se confirme, attire et attirera les vautours impéria-

listes, mais elle ne profitera pas aux prolétaires et aux masses pauvres. Ceux-ci n'ont rien à attendre des impérialistes ni des ONG soi-disant soucieuses du sort des populations; ils n'ont rien à attendre des militaires putschistes ou non, comme ils n'ont rien à attendre des bourgeois démocrates. Leur seul espoir réside dans la lutte anticapitaliste et dans l'union avec les prolétaires des pays impérialistes. Autant dire que c'est le prolétariat d'ici qui détient potentiellement entre ses mains le moyen pour mettre fin aux souffrances des prolétaires et des masses des pays dominés et exploités par les grandes puissances: la reprise de la lutte de classe révolutionnaire contre «notre» propre bourgeoisie et son Etat, contre «notre» propre capitalisme et toutes ses méfaits à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières nationales.

(1) Selon «Panorama», 10/4/2003.

(2) Ibidem. Le contentieux sur la presqu'île de Bakassi qui avait conduit à des incidents militaires en 1994; l'impérialisme français avait réagi symboliquement en envoyant quelques parachutistes et quelques avions et en agitant implicitement la menace de bombardements des puits de pétrole nigériens: voir à ce sujet «Le Prolétaire» n° 434. Lorsqu'on se souvient que ce même impérialisme s'était autrefois illustré en soutenant la sécession du Biafra (zone pétrolière), on comprend que le Nigeria ait pris cette menace au sérieux et préféré porté le différend devant la Cour internationale de La Haye. Cependant en dépit de l'arrêt de cette Cour favorable au Cameroun, le Nigeria a agité ces dernières semaines de nouvelles menaces sur la question.

(3) cf «Le Prolétaire» n° 439.

(4) cf «Projet Pétrole de Doba. Situation sur le terrain», Réseau des Commissions Permanentes Pétrole du Tchad et Groupe de Recherches Alternatives et de Monitoring du Projet Pétrole Tchad-Cameroun, juillet 2003.

(5) cf «Financial Times», 7/7/2003.

el programa comunista

Organo del partido comunista internacional
N° 44 - Septiembre 2001

¡ A los proletarios de hoy ! ¡ A los camaradas de mañana ! / La guerra imperialista en el ciclo burgués y en el análisis marxista (1) / Siguiendo el hilo del tiempo: Brújulas locas / En defensa de la continuidad del programa comunista (6): Tesis características del partido (1951) / El capitalismo soviético en crisis (Fin) / Volante: ¡ No a la intervención imperialista en Yougoslavia ! ¡ Abajo todos los nacionalismos y todas las opresiones burguesas ! / Volante: Repuesta a «Rouge», a «Le Monde», a «Le Figaro», a «Liberation», etc. Auschwitz o la gran coartada: lo que nosotros negamos y lo que nosotros afirmamos

(64 pages, 2,5 Euros)

«el programa comunista»

Suplemento al n° 44
(4 paginas)

¡ El golpe de Estado fallido en Venezuela es una advertencia al proletariado !
(precio : 0,5 €)

Par manque de place dans ce journal, nous avons dû reporter plusieurs articles au prochain numéro.

Trente ans après

Le coup d'Etat au Chili: une terrible expérience à ne pas oublier

(Suite de la page 1)

pondait aux besoins de développement du capitalisme autochtone: liquidation du secteur latifundiaire retardataire et peu productif qui était un véritable boulet pour l'économie nationale (25 % de la population active était employée dans l'agriculture), en reprenant et approfondissant la réforme agraire mise en oeuvre sous la présidence démocrate chrétienne précédente; allègement de la tutelle de l'impérialisme par la nationalisation des industries extractives qui étaient entre les mains des grandes multinationales ainsi que des «monopoles» étrangers qui étranglaient les entreprises chiliennes; accroissement du rôle de l'Etat dans l'économie, notamment par la nationalisation du crédit, afin de diriger une part plus importante des ressources vers le développement du capitalisme national. Rien de «socialiste» là-dedans, ni rien de «révolutionnaire»!

Le caractère radical des fameuses nationalisations réalisées par le gouvernement de l'U.P. doit en particulier être relativisé, non seulement parce qu'il ne s'est jamais agi d'exproprier les intérêts impérialistes, mais de racheter leurs entreprises - et au prix fort: la nationalisation de l'industrie minière du cuivre, la plus importante richesse chilienne, a ainsi été un désastre pour les finances du pays, les cours mondiaux de ce métal s'étant effondrés: au lieu que l'Etat tire des ressources supplémentaires de la nationalisation, il lui a fallu consacrer une part importante de ses revenus à payer les anciens propriétaires impérialistes! En outre déjà dans la période précédente 40 % de l'industrie chilienne faisait partie du secteur d'Etat: la faiblesse de la bourgeoisie locale imposait un rôle préminent à l'Etat dans l'accumulation capitaliste et pour le développement de l'économie nationale.

Faire passer le développement du capitalisme d'Etat pour du socialisme a toujours été une des mystifications les plus dangereuses du réformisme, que dès le début les marxistes ont combattu: ils ont affirmé que plus l'Etat fait passer des forces productives dans sa propriété, plus il exploite des prolétaires et plus il devient un capitaliste collectif (cf Engels «L'Anti-Dühring»). C'est-à-dire que la voie au socialisme ne peut commencer que par la **destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat**. La voie réformiste qui défend l'Etat et les institutions bourgeoises et appelle les travailleurs à se mobiliser en défense de l'économie nationale, est par conséquent une voie **capitaliste, antiprolétarienne**.

* * *

La démagogie «socialiste» de l'U.P. était nécessaire pour les réformistes dans une situation où depuis quelques années on assistait à une aggravation de l'agitation sociale. La fin du mandat du président démocrate chrétien Frei avait été marquée par la crise économique, les grèves (qui passèrent de 1939 en 1969 à 5295 en 1970) ainsi que par un mouvement de paysans sans terres qui menaçait les grands propriétaires; pendant la campagne électorale se déroula le premier mouvement national paysan de l'histoire du pays, ainsi qu'une grève générale. Cette démagogie sur la voie au socialisme et au «pouvoir populaire» avait pour objectif de faire adhérer les prolétaires à cette voie intégralement capitaliste, de les **faire travailler plus**, comme l'avait annoncé clairement Allende dans son discours. Les secteurs dirigeants de la bourgeoisie ne s'y trompaient pas: lorsqu'Allende annonça la nationalisation des mines de cuivre, le grand quotidien réactionnaire «El Mercurio» soutint cette mesure en disant qu'elle était inévitable; lorsqu'un accord fut passé en décembre 70 entre le gouvernement et la centrale syndicale C.U.T. dans laquelle le syndicat s'engageait à faire augmenter la production en contrepartie de leur participation à l'élabo-

ration de la politique économique gouvernementale (mesure dite «socialiste»), «El Mercurio» se félicita que c'était le moyen de faire diminuer les grèves. A propos de la réforme agraire enfin, le même organe des cercles bourgeois les plus influents écrivait en janvier 71 qu'il y avait une réforme officielle, correcte, et une autre, celle des «faits accomplis» sous la pression «des paysans et des communistes». Le gouvernement comprit cette protestation et réprima les occupations de terres par les indiens Mapuche: «*Occuper la terre, c'est violer un droit*», affirma Allende: on croirait entendre le ministre de la réforme agraire (trotskyste!) de l'actuel gouvernement Lula condamnant les occupations sauvages de terre par les paysans sans-terres...

Le problème est que la dynamique des affrontements entre les classes ne peut respecter les limites que voudraient lui donner les réformistes. La peur des grands propriétaires devant une généralisation du mouvement spontané d'occupation des terres par les paysans se traduisait au plan politique par l'agitation anti-gouvernementale de l'extrême droite, tandis que la reprise des grèves après la dissipation de l'euphorie initiale allait nourrir la méfiance de la bourgeoisie envers un gouvernement qui se montrait de plus en plus impuissant à calmer les tensions sociales. Les difficultés économiques (qui étaient en partie dues à cette méfiance croissante de la bourgeoisie) se manifestaient par une hausse de l'inflation: 140 % en 1972, plus de 300 % en 1973, et la pénurie des biens de consommation, dont souffraient surtout les masses prolétariennes. Les tentatives du gouvernement de modernisation capitaliste du pays allaient lui aliéner en outre de plus en plus de secteurs de la petite-bourgeoisie, déjà traditionnellement réactionnaires. C'est ainsi que le projet de créer une compagnie nationale des transports qui aurait signifié leur arrêt de mort, entraîna en octobre 72 la révolte des artisans camionneurs (dont un des porte-paroles était aussi le dirigeant du groupe d'extrême-droite «Patrie et liberté»), à laquelle se rallièrent une foule de couches petites-bourgeoises (avocats, médecins, commerçants, etc. se mirent eux aussi en grève), et qui mit le gouvernement à genoux. Un lock-out patronal se généralisa dans beaucoup de secteurs. A ce tableau il ne faut pas oublier d'ajouter l'action de l'impérialisme américain qui ne voyait pas d'un oeil favorable les tentatives d'indépendance économique du gouvernement chilien, ni ses propos anti-américains ou ses gestes en direction de Cuba.

Face au mécontentement de certains secteurs bourgeois, l'U.P. avait déjà décrété la «pause» de son programme; face à la révolte de la petite-bourgeoisie, à l'agitation de l'extrême droite et alors que les prolétaires avaient en de nombreux endroits répondu au lock-out patronal par des occupations d'entreprises et la constitution de diverses organisations et coordinations regroupant travailleurs et population d'un même secteur - les «cordons» -, elle fit entrer en novembre 72 les militaires dans son gouvernement, aux côtés des bonzes syndicaux de la C.U.T. Il s'agissait de donner aux prolétaires l'impression d'être représentés au gouvernement (les ouvriers de cimenteries d'Etat en grève avaient quelque temps auparavant saccagé «leur» ministère) tout en montrant à la bourgeoisie que l'U.P. était soucieuse de l'ordre établi et qu'elle n'hésiterait pas à s'opposer aux «extrémistes». C'est à cette époque que fut passée une loi sur la détention d'armes qui ne sera jamais utilisée que contre l'extrême gauche, dans les semaines précédant le coup d'Etat de septembre 73, en préparation à celui-ci.

A ce moment-là nous écrivions: «*Tant qu'Allende, les "socialistes" et le P.C. seront capables de contenir les revendications du prolétariat et de la paysannerie pauvre tout en "développant la nation" sur leur*

dos, la bourgeoisie, qui a le nez fin, les tolérera. Mais si l'action anticapitaliste du prolétariat venait à l'emporter sur la phraseologie de gauche du gouvernement, alors la réaction entrerait en action armée jusqu'aux dents» (cf «Il PC» n°22/1972, «Le Prolétaire» n°138, 13-26/11/72).

* * *

Pendant tout le début de 1973 la tension sociale ne cessa de s'accroître; des dizaines d'entreprises restaient occupées par les travailleurs, tandis que l'U.P. était surtout préoccupée par les élections municipales. Le P.C. faisait campagne sur le thème: «*Non à la guerre civile*». Ce message ne s'adressait pas bien sûr à la bourgeoisie qui n'allait pas demander des conseils au P.C., mais au prolétariat: pour éviter de provoquer la guerre civile, il fallait que les prolétaires modèrent leurs revendications («*il fallait freiner l'occupation des entreprises, donner des garanties à l'entrepreneur privé et contenir toute mobilisation populaire strictement à l'intérieur des cadres légaux*») déclara quelques années plus tard un dirigeant du PC cf «El Chile de Luis Corvalán»). La grande grève pendant 2 mois des 13.000 mineurs du cuivre d'El Teniente fut condamnée par les partis de gauche au prétexte qu'il est irresponsable de revendiquer des augmentations de salaire quand l'inflation est déjà si élevée! Le gouvernement de l'U.P. se fixait comme objectif d'arriver à un compromis au parlement avec la Démocratie Chrétienne pour nationaliser une quarantaine d'entreprises occupées et rendre les autres à leurs propriétaires. De nombreuses manifestations ouvrières se déroulèrent alors contre la menace du retour des anciens propriétaires et firent avorter ce compromis.

C'est dans cette situation qu'en juin 1973, éclata le «tancazo»: une tentative de putsch d'un régiment de chars de la capitale. Cette action prématurée dont l'inspirateur était «Patrie et Liberté», ne fut pas suivie par le reste de l'armée et elle avorta rapidement. Le secrétaire général du PS, Altamirano, affirma alors dans un discours destiné à calmer les prolétaires: «*Jamais l'unité de toutes les forces révolutionnaires sans exception n'a été plus vigoureuse et plus décisive que dans cette défense de la patrie menacée. Jamais ne s'est produit comme aujourd'hui une identité plus grande entre le peuple, les Forces Armées et les carabiniers, identité qui se renforcera encore davantage au cours de chaque combat de cette guerre historique. Le peuple en civil et le peuple en uniforme ne sont qu'un*».

En réalité le tancazo servit de répétition générale. Alors que l'effervescence se répandait à grande échelle parmi les masses après l'échec du coup d'Etat, le gouvernement de l'U.P. ne prit aucune mesure sérieuse contre les responsables véritables du putsch et les hauts responsables militaires qui nourrissaient de la sympathie pour les putschistes. Loin de chercher à s'appuyer sur la mobilisation des prolétaires dont il avait plus peur que des putschistes, il se tourna vers l'armée en faisant rentrer son chef d'état-major, le général Prats, dans le gouvernement; il déclara l'état d'urgence, ce qui signifiait donner à l'armée les mains libres pour quadriller la capitale et les principaux secteurs du pays. Celle-ci s'employa aussitôt à multiplier les perquisitions brutales et les recherches d'armes... dans les usines, les quartiers ouvriers et dans les locaux des groupes d'extrême gauche dont les responsables étaient recherchés par la police militaire. Elle se lança dans une grande opération d'intimidation contre les zones paysannes mapuches à partir du mois d'août. Les médias d'état multipliaient les attaques contre la «subversion» tandis que le gouvernement se déclarait prêt à adopter une série de mesures demandées par la Démocratie Chrétienne pour protéger les intérêts des grands propriétaires terriens ou des patrons. Le gouver-

nement avait cédé en fait à la pression des secteurs bourgeois les plus durs bien que les putschistes aient été vaincus...

Mais au lieu de satisfaire la classe dominante, ces reculades ne faisaient que renforcer ceux parmi elle qui estimaient que le temps du gouvernement Allende était maintenant fini et qu'il était urgent de passer à la répression ouverte et brutale du prolétariat, en balayant au passage les réformistes; pour la bourgeoisie, l'ennemi à abattre n'était pas Allende ou son gouvernement, mais le prolétariat, les masses exploitées et opprimées, dont le mouvement menaçait les intérêts capitalistes. A Allende les putschistes de septembre 73 offrirent un sauf-conduit (qu'il refusa), aux prolétaires ils ne réservaient que les balles, les salles de torture et les prisons. La préparation méthodique du véritable coup d'Etat (avec l'aide des services américains) commença pratiquement dès le lendemain du tancazo.

Une semaine avant le putsch, alors que des poussées vers la coordination des secteurs ouvriers les plus combattifs se dessinaient, alors que la tentative des troupes de choc de l'aviation de perquisitionner l'usine SUMAR avait échoué face, pour la première fois, à une résistance armée des ouvriers (et à la mobilisation de la population du cordon local), les cordons industriels et autres organisations prolétariennes de Santiago du Chili organisèrent une manifestation pour le troisième anniversaire de la victoire de l'U.P. A cette occasion une «lettre», rédigée sous l'influence de l'extrême gauche, fut envoyée au «camarade président Allende»; il y était dit: «*Auparavant nous redoutions que la marche vers le socialisme soit en train de se transformer pour déboucher sur un gouvernement du centre réformiste, démocratique-bourgeois qui tendrait à démobiliser les masses ou à les conduire à des actions insurrectionnelles de type anarchiste par instinct de conservation. Mais maintenant notre crainte n'est pas celle-là, nous avons maintenant la certitude que non seulement on nous mène sur le chemin qui va vers le fascisme à toute allure, mais qu'on nous a enlevé tous les moyens pour nous défendre. (...) Dans ce pays il n'y aura pas une guerre civile, étant donné qu'elle est en plein développement, mais un massacre froid, planifié*». Pour contrecarrer cette perspective, la lettre demandait que Allende se mette à la tête de «l'armée sans armes» que constituaient les Cordons industriels.

Il ne pouvait y avoir d'illusion plus mortelle. Lorsque un groupe de plusieurs dizaines de marins avait fait savoir quelques semaines auparavant qu'ils avaient été torturés par leurs supérieurs et qu'ils étaient accusés de subversion parce qu'ils s'étaient opposés au tancazo, Allende, ne voulant pas se heurter aux chefs de la marine, avait refusé de les soutenir en déclarant qu'il s'agissait d'«*éléments d'extrême gauche travaillant main dans la main avec l'extrême droite*». De son côté le chef du Parti Communiste affirmait son soutien à l'armée: «*nous continuons à soutenir le caractère absolument professionnel des Forces Armées*». En août, le général Prats avait démissionné de son poste de ministre de l'Intérieur et de chef de l'état-major (suivi par les autres militaires au gouvernement) après la rupture des discussions entre l'U.P. et la Démocratie Chrétienne. Pour le remplacer, Allende nomma un autre militaire, choisi pour ses «convictions démocratiques», un certain... Pinochet. Commencée avec l'accord de la bourgeoisie et en affirmant solennellement son respect de l'Armée, la «voie chilienne au socialisme» aboutissait ainsi inévitablement à remettre le sort du prolétariat et des masses entre les mains de leurs bourreaux.

* * *

A la gauche de l'U.P. existaient diverses

(Suite en page 6)

Trente ans après Le coup d'Etat au Chili: une terrible expérience à ne pas oublier

(Suite de la page 5)

organisations qui s'affirmaient révolutionnaires. La plus importante était le MIR (Mouvement de la Gauche Révolutionnaire). Groupe d'orientation guérillériste, critiquant l'électorisme et le réformisme de l'U.P., le MIR avait appelé à l'abstention lors des élections présidentielles de 1970. Son soutien aux revendications et aux luttes lui permit de gagner une influence parmi les franges les plus radicales de la classe ouvrière et des paysans sans terre. Mais dénué de tout programme marxiste véritable et englué dans les préjugés populistes, il se montra incapable de s'opposer à l'U.P. et de défendre une orientation de classe. Malgré la haine que lui vouaient en raison de son soutien aux luttes les secteurs les plus à droite de l'U.P. comme le Parti Communiste, il se rapprocha de celle-ci (au point de fournir à Allende ses gardes du corps!). Ni la répression du mouvement des mapuches où il était actif, ni l'assassinat d'un de ses militants par le PC ne le décidèrent à rompre avec le gouvernement et l'U.P. qu'il espérait toujours et en dépit de tout pousser à gauche. Son «soutien criti-

que» à l'U.P. l'amena inévitablement à s'opposer aux luttes ouvrières quand elles entraient trop en opposition avec la politique des réformistes: c'est ainsi que le MIR condamna lui aussi à la grande grève des mineurs d'El Teniente (accusée de faire le jeu de l'opposition au gouvernement); c'est ainsi qu'il condamna la constitution dans les semaines précédant le putsch des «coordinations de cordons» par les courants prolétaires les plus radicaux au nom de l'unité de la C.U.T. et pour préserver les possibilités d'union avec le PC. Alors que dans les derniers temps le gouvernement laissait l'armée s'attaquer à lui, le MIR espérait toujours convaincre l'U.P. de déclencher la lutte contre la réaction. Le jour même du coup d'Etat le MIR participa à une réunion avec le PS et le PC pour organiser la résistance armée. Le PC refusa d'organiser quoi que ce soit en disant qu'il attendait d'abord de savoir si les putschistes allaient fermer le Parlement. Le PS arriva avec 2 heures de retard (c'était l'heure du déjeuner!) et les discussions s'éternisaient quand l'armée encercla le lieu de la réunion, obligeant les participants à s'enfuir (cf MIR, «Courrier de la résistance» n° spé-

cial, mai 75).

Congénitalement incapable de rompre avec le réformisme, le révolutionnarisme petit-bourgeois - le centrisme - ne peut rien apprendre non plus des événements. En dépit de la fatale expérience de la politique criminelle du réformisme qu'il stigmatisait lui-même, après le coup d'Etat le MIR adhéra au front populaire du PC et du PS et il proposa même d'étendre cette alliance aux partis bourgeois démocratiques. Concrètement cette décision n'avait pas d'importance étant donné que la dictature de Pinochet avait écrasé pour des décennies tout mouvement prolétarien au Chili; mais politiquement c'était la reconnaissance par le MIR lui-même qu'il n'avait jamais été en réalité qu'une couverture de gauche du réformisme contre-révolutionnaire.

* * *

La leçon des tragiques événements du Chili n'est pas originale, même si les marxistes doivent la rappeler à chaque tournant de l'histoire: pour reprendre la formule de Trotsky, dans l'affrontement inévitable qui tôt ou tard l'oppose à la classe dominante et à son Etat, la classe ouvrière ne peut espérer vaincre sans parti ou avec un succédané de parti. Si elle veut éviter d'être conduite à nouveau au massacre, il lui faut rompre complètement avec toutes les forces liées de près ou de loin

à la bourgeoisie et à ses institutions; il lui faut combattre tous les faux amis, tous ceux, qu'ils se disent «ouvriers», «socialistes», «communistes», «révolutionnaires» ou autres, qui lui prêchent la réforme ou la démocratisation des institutions existantes, tous ceux qui l'appellent à l'unité interclassiste «populaire» «démocratique» ou «nationale»: tous ceux-là sont ses adversaires de classe ou les agents de ses adversaires.

La seule voie réelle au socialisme, la seule voie pour mettre fin à la misère, à l'exploitation et à la répression capitalistes, n'est pas nationale, mais internationale; c'est la voie qui commence par l'organisation indépendante de classe, par la constitution du parti de classe armé du programme communiste véritable; c'est la voie de la lutte ouverte quotidienne contre les patrons et l'Etat bourgeois qui à un certain point peut se hisser au niveau de la lutte politique révolutionnaire pour la prise du pouvoir et l'instauration de la dictature du prolétariat; c'est la voie de la lutte non plus populaire mais prolétarienne, non plus patriotique mais internationaliste, résolument et ouvertement **anticapitaliste**, seule capable d'entraîner derrière la classe ouvrière tous les exploités et les opprimés à l'assaut de l'Etat bourgeois.

Tout le reste n'est que tromperie répandue, consciemment ou non, au seul profit de la bourgeoisie et de ses assassins.

Incendie du Reichstag: Lutte Ouvrière persiste et signe

Dans le n° 466 du «Prolétaire» nous avons épinglé Lutte Ouvrière qui reprenait dans un article les calomnies stalinienne contre l'incendiaire du Reichstag, («un chômeur hollandais, prétendument sympathisant du Parti Communiste allemand: en fait un illuminé manipulé par les nazis»), Marinus Van der Lubbe, jeune prolétaire proche d'un groupe communiste oppositionnel (1).

Certains ont pu penser que le rédacteur de l'article incriminé avait seulement fait preuve d'ignorance - et qu'en conséquence présenter, comme nous le faisons, cet article comme une démonstration de l'alignement de LO sur les positions contre-révolutionnaires du réformisme de matrice stalinienne, était injustifié. C'est peut-être en tout cas ce que pensait un «lecteur» en écrivant à L.O. pour demander une rectification de la version erronée du «rédacteur de l'article - ignorant sans doute le caractère calomnieux de la thèse d'origine stalinienne sur la prétendue collusion entre l'incendiaire et les nazis»: «Après 70 ans de calomnies staliniennes, tant répétées qu'elles sont devenues une version de l'histoire acceptée jusque dans une partie de l'extrême-gauche, il me semblait qu'un rectificatif s'imposait dans le journal, même très bref, quitte à renvoyer le lecteur intéressé à la lecture du récent ouvrage de Ch. Reeves et Y. Pagès "Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag", et autres écrits» (2).

LO a jugé bon de publier des extraits de cette lettre, en les faisant suivre d'une mise au point officielle:

« (...) si la calomnie a été une arme abondamment utilisée par les staliniens en ces années-là, et pendant des décennies encore, il n'est même pas besoin de recourir à cette explication pour comprendre comment la personne et l'acte de Marinus Van der Lubbe aient pu être jugés ainsi à l'époque. Que Van der Lubbe ait été manipulé par les nazis ou que Goering ait sauté sur l'occasion que l'incendie du Reichstag lui offrait pour déclencher la répression contre le mouvement ouvrier, importe finalement assez peu dans le déroulement de l'histoire; et, pour bien des militants de l'époque, l'incendie du Reichstag a réellement dû apparaître pour le moins comme un geste idiot. (...) Car le propre des actes individuels de cette sorte, au-delà des intentions de leurs auteurs, c'est justement qu'ils peuvent donner lieu à toutes les provocations».

Pour résumer: 1) Si «la personne et l'ac-

te» de Van der Lubbe ont été jugés comme ils l'ont été (un illuminé manipulé par les nazis) par «bien des militants de l'époque», ce n'est pas à cause de calomnies des staliniens. 2) D'ailleurs, que Van der Lubbe ait été ou non manipulé par les nazis importe peu du point de vue de l'histoire. 3) Enfin, même s'il ne s'agit pas d'une provocation, un acte de ce type peut donner lieu à toutes les provocations (?).

LO refuse donc de rectifier son article, en ayant le front d'affirmer benoîtement que reprendre les calomnies staliniennes de l'époque ne n'a pas beaucoup d'importance du point de vue historique et en soutenant finalement la thèse de la provocation, même si elle est fautive! Avec le même raisonnement, on pourrait écrire qu'il n'y avait même pas besoin des calomnies staliniennes pour que «bien des militants» croient à l'époque que Trotsky était un provocateur payé par la bourgeoisie et les nazis quand il appelait à la lutte révolutionnaire! Et qu'il importe peu de savoir si ces calomnies étaient fondées ou pas...

* * *

Il n'y a pas de doute que «pour bien des militants» éduqués dans le respect de la légalité bourgeoise comme chez les sociaux-démocrates, un acte de violence contre une institution aussi symbolique de l'Etat bourgeois que son parlement, ne pouvait être l'oeuvre de d'un «illuminé» ou d'un provocateur; et les militants staliniens, habitués par leurs dirigeants à dénoncer tout acte de lutte réel contre les nazis comme une provocation, avaient la même réaction. Ils étaient tragiquement peu nombreux les prolétaires qui échappaient à cette double et mortelle paralysie face à la menace imminente de la réaction déchaînée, et ils étaient surtout isolés et inorganisés. Marinus Van der Lubbe était de ceux-là. Ce n'était pas un théoricien ou un militant aux vues claires, mais un prolétaire animé de ce qui faisait défaut aux grands et moins grands chefs des partis ouvriers de masse: un instinct de classe pur de toute compromission, une volonté farouche de lutte contre l'adversaire de classe. Indigné par la méfiance qu'il rencontre lorsqu'il essaye de pousser des chômeurs à manifester, écoeuré par la passivité du Parti Communiste (KPD), il ne voit d'autre issue que l'action individuelle. C'est ce qu'il l'expliqua lors de son interrogatoire:

«(...) J'ai appris qu'une manifestation

du KPD avait été dissoute par les dirigeants du KPD eux-mêmes à l'arrivée de la police, et que les manifestants avaient obéi à leurs dirigeants au lieu de continuer à manifester comme prévu. (...) Selon moi, il fallait se décider à lutter contre le système. Comme les travailleurs ne voulaient rien entreprendre, j'ai voulu faire quelque chose moi-même. Provoquer un incendie me paraissait être un bon moyen. Je ne voulais pas m'en prendre à des individus, mais à quelque chose qui appartenait au système (...). Comme aucun de ces trois incendies (qu'il avait allumés précédemment-Ndlr) n'a pris et que mon geste de contestation n'avait rien donné, j'ai choisi le Reichstag, car c'est le point central du système» (3).

* * *

Le KPD et toute l'Internationale Communiste après la victoire des forces pro-capitalistes, dites staliniennes, en Russie, avaient dégénéré au point d'être dirigés par un courant et un appareil qui n'avaient plus de communistes que le nom. Ils persistaient sans doute à utiliser abondamment le vocabulaire marxiste et à adopter des poses révolutionnaires pour conserver leur influence sur les couches prolétaires les plus combattives qui voyaient en eux les représentants de la révolution russe; mais leur politique désastreuse s'opposait (instinctivement d'abord puis tout à fait consciemment ensuite) à tout ce qui pouvait déboucher sur une véritable lutte prolétarienne révolutionnaire. Alors que la situation devenait de plus en plus critique pour la classe ouvrière allemande, ils continuaient imperturbablement à professer un optimisme de commande qui anesthésiait et désarmait les prolétaires qui prenaient leur propagande au sérieux. C'est ainsi que lors de son XIIe Plenum, en septembre 32, la direction de l'Internationale s'employait à minimiser le danger du fascisme en affirmant avec assurance: «Premièrement le fascisme lui-même, produit de la putréfaction du capitalisme (...) est soumis à la décomposition. Même dans la phase ascensionnelle du fascisme allemand, nous constatons déjà des éléments de sa dislocation. (...) C'est pourquoi il serait erroné, dans les conditions de la nouvelle phase de la crise générale du capitalisme, de se représenter le développement du fascisme uniquement sous une forme d'une ligne ascendante. (...) Le fascisme, en tant que parti politique, est aussi instable que la situation actuelle. Il porte en lui-

même, en tant que produit de la putréfaction du capitalisme, des marques de la décomposition même dans les moments de son apogée. S'il a fallu de longues années pour miner la social-démocratie, il faudra des délais beaucoup plus courts pour amener la dislocation du fascisme dans les conditions de la fin de la stabilisation capitaliste.

(...) Qui pourrait affirmer maintenant qu'un gouvernement du chancelier Hitler arriverait à faire sortir le capitalisme allemand de l'impasse et à rétablir la stabilisation capitaliste? La bourgeoisie allemande, intelligente et circonspecte, se garde bien pour cette raison de laisser parvenir Hitler au pouvoir, car elle craint de compromettre sa réserve, et elle appréhende que les hitlériens n'embrouillent encore davantage la situation intérieure de l'Allemagne, ne créent une situation internationale excessivement tendue et n'accélèrent la maturation de la crise révolutionnaire en Allemagne! (4).

Thälmann, secrétaire général du KPD, condamnait lors de ce Plenum «les idées petites-bourgeoises défaitistes et pessimistes du genre: si le fascisme vient au pouvoir, c'est fichu pour nous» (5). Pour les dirigeants staliniens, la venue éventuelle de Hitler au gouvernement provoquerait l'usure rapide de son parti et ne pourrait en définitive que bénéficier au parti communiste: il n'y avait donc pas lieu de se préparer et de préparer les prolétaires à combattre les nazis, force de choc de la contre-révolution; l'ennemi principal était toujours la social-démocratie et ses syndicats (Thälmann: «L'arbre nazi ne doit pas cacher la forêt social-démocrate»). Il n'y a aucun doute que le parti socialiste était l'un des piliers principaux de la conservation bourgeoise en Allemagne et que la lutte pour combattre son influence au sein de la classe ouvrière était vitale; mais le KPD ne réussissait qu'à diviser les prolétaires et à conforter l'emprise social-démocrate, ne serait-ce qu'en abandonnant la lutte à l'intérieur des syndicats qui regroupaient les larges masses ouvrières, et en suivant une politique sans principes qui allait jusqu'à des alliances de fait avec les nazis, dont il hésitait de moins en moins à copier la propagande nationaliste et populiste.

En butte aux attaques bourgeoises et social-démocrates qui dénonçaient régulièrement la «menace terroriste communiste», les dirigeants staliniens redoutaient en fait l'existence de tendances «putschistes» et

(Incendie du reichstag ...)

«terroristes» dans certaines couches du parti et parmi les prolétaires. C'est pourquoi le 10 novembre 31 le comité central du parti publia solennellement une résolution spéciale contre le terrorisme individuel (6). Commentant cette résolution, Thälmann expliquait qu'il s'agissait de combattre la tentative des nazis et de la bourgeoisie de «détourner la classe ouvrière de ses objectifs révolutionnaires décisifs», à savoir le «domaine de l'organisation des grèves, d'actions de masse parmi les chômeurs, de grèves de locataires, de grèves de contribuables [...], etc.»; il appelait donc les travailleurs à ne pas tomber dans le piège du parti de Hitler qui veut «entraîner la prolétariat révolutionnaire dans la voie des coups de fusil et des coups de couteaux» (7). Il faut souligner que le dirigeant stalinien oppose au «terrorisme individuel», non des actions de lutte armée des prolétaires contre la réaction bourgeoise, mais des luttes purement économiques: c'est le **désarmement** du prolétariat face à ses bourreaux qui est ici prôné.

Dans les semaines et les mois qui suivirent, l'Internationale lança une campagne prolongée contre la «provocation», devenue selon elle une des armes les plus importantes de la bourgeoisie contre la classe ouvrière. Les agissements les plus dangereux des «provocateurs» étaient énumérés: organisation d'attentats pour les attribuer ensuite aux partis communistes, action à l'intérieur des partis communistes pour les pousser dans la voie de l'action terroriste et - bien entendu! - pour mettre en cause la ligne de l'Internationale (8). Cette grande campagne contre le «terrorisme» et la «provocation» avait pour conséquence d'empêcher des actions de résistance réelles, armées, contre les assassinats, la terreur et les actes d'intimidation en tout genre de la réaction capitaliste.

Lorsque les fascistes, voulant tester les velléités de lutte du KPD à la veille de leur accession au pouvoir, décidèrent le 22 janvier 1933 de parader dans le bastion prolétarien de la Place Bülow, devant la Maison Karl-Liebknecht, siège du parti, le KPD diffusa un tract pour appeler à déjouer la «provocation», interdit toute action de résistance et appela les prolétaires à... envoyer des lettres au gouvernement, qualifiée la veille encore de fasciste, pour qu'il n'autorise pas la manifestation nazie! Des milliers de militants communistes allèrent spontanément en petits groupes sur la Place; attendant en vain l'ordre de combat du parti, ils regardèrent impuissants les S.A. parader sous protection de la police. Les chefs nazis se félicitèrent de la victoire remportée sans combat sur «les Rouges» dans leur propre fief, véritable feu vert pour leur venue au gouvernement, tandis que le découragement et le démoralisation se répandaient parmi ces derniers (9).

Les causes de la «passivité» criminelle dont fit preuve le KPD face à la poussée nazie et à la nomination de Hitler à la chancellerie viennent de ce que ses dirigeants et son appareil étaient devenus complètement étrangers aux véritables positions communistes, à la véritable défense des intérêts prolétariens. Trotsky écrivait à la fin de l'année 1931: «Toute la sagesse du bureaucrate consiste à attendre et à faire traîner les choses en longueur. La situation en Allemagne est manifestement grosse de bouleversements que l'appareil stalinien appréhende plus que tout. (...) Aujourd'hui alors qu'il faut se préparer à conduire les masses aux combats décisifs, la direction du PC allemand manifeste son désarroi, tergiverse et s'en tire par des phrases creuses. (...) Ils rêvent de démontrer, peu importe de quelle manière, que le "marxisme léninisme" exige qu'on refuse le combat. (...) Le sens de cette théorie est le suivant: le fascisme croît irrésistiblement; sa victoire est de toute façon inévitable; plutôt que se précipiter "aveuglément" dans la lutte et se faire battre, il vaut mieux reculer prudemment et laisser le fascisme prendre le pouvoir et se compromettre» (10).

On comprend donc d'où sortaient et qui étaient ces fameux «militants de l'époque»

derrière lesquels se retranche LO pour éviter de rectifier les calomnies à l'encontre de Van der Lubbe: ces gens qui dénonçaient partout des provocations, ce sont ceux à propos desquels Trotsky écrivait que désormais les ouvriers d'avant-garde allemands n'en parleront plus «qu'avec un sentiment brûlant de honte, qu'avec des paroles de haine et de malédiction» (11): personne d'autre que les responsables de la défaite sans combat du prolétariat allemand et leurs partisans.

UNE MAUVAISE POLITIQUE

Lutte Ouvrière termine sa réponse par une remarque qui vaut son pesant d'or:

« (...) si Marinus Van der Lubbe a été incontestablement une victime des nazis, qui le firent décapiter, essayer d'en faire aujourd'hui, comme certains s'y sont essayés, un héros de la classe ouvrière, c'est défendre une mauvaise politique».

Qui défend une «mauvaise politique», sinon LO qui aujourd'hui essaye de trouver des excuses au parti communiste allemand? La «mauvaise politique», c'est embrouiller les prolétaires en justifiant et reprenant la dénonciation des provocations et des provocateurs, inspirée par la vision fantastique d'une lutte des classes qui se déroulerait toujours linéairement et proprement, sans heurts ni violences «minoritaires», jusqu'à un beau matin où le prolétariat imposerait sa volonté majoritaire à une bourgeoisie subjuguée! La «mauvaise politique», la politique **antiprolétarienne**, c'est celle, dictée par le social-pacifisme, qui cache que le développement des tensions sociales et de la lutte des classes s'accompagne inévitablement de l'accroissement de la violence, et que le prolétariat doit savoir qu'il devra opposer sa violence à la violence de la bourgeoisie s'il ne veut pas à nouveau être égorgé sans pouvoir se défendre.

Nous n'avons jamais fait de Van der Lubbe un «héros de la classe ouvrière», ne serait-ce que parce que cette classe n'a que faire de «héros»: elle a besoin avant tout d'y voir clair, de savoir qui sont ses amis et ses ennemis, au delà des mots et des sigles. Elle a besoin en particulier de comprendre que ceux qui hurlent à tout bout de champ à la provocation, ceux qui calomnient les prolétaires qui ne se résignent pas à la défaite - même si leurs méthodes ne sont pas les bonnes, même si leurs actions ne sont pas efficaces, sont ses **adversaires**: s'il n'y a pas de doute que l'action individuelle n'est pas la bonne méthode pour abattre le capitalisme, Marinus Van der Lubbe était un combattant du prolétariat, un prolétaire qui a eu au moins le mérite d'essayer de lutter tandis que les dirigeants du KPD et de l'Internationale qui demandèrent sa condamnation après avoir empêché la lutte étaient dans le camp **ennemi**.

En outre même les actions décriées comme «individuelles» ou «minoritaires» par les sociaux-pacifistes de toute espèce ont leur **place** dans la lutte de classe. Amadeo Bordiga affirmait ainsi en 1921: «Il est dans la nature même du processus révolutionnaire réel que des heurts sanglants entre le prolétariat et la bourgeoisie se produisent avant la lutte finale, et il peut s'agir non seulement de tentatives prolétariennes non couronnées de succès, mais aussi des inévitables affrontements partiels et transitoires entre des groupes de prolétaires poussés à se soulever et les forces de défense bourgeoise, ou encore entre des groupes de "gardes blancs" de la bourgeoisie et des travailleurs attaqués par eux. Il n'est pas juste de dire que les partis communistes doivent désavouer de telles actions».

Rappelant l'attitude du PC d'Italie quand il était dirigé par notre courant, aux antipodes de l'attitude stalinienne de dénonciation permanente de provocations, la revue «Bilan» écrivait dans son article sur l'incendie du Reichstag: «Les communistes n'ont jamais participé à ces concerts unanimes contre les attentats et, à chaque occasion, ils brisèrent le choeur des lamentations hypocrites et des excuses peureuses pour en arriver, dans certaines circonstances, à

ne pas revendiquer leur opposition de principe aux actes terroristes. Car cela pouvait faire le jeu de l'ennemi qui exploitait ces événements pour extirper du cerveau de la classe ouvrière la nécessité de la violence» (...). La lutte ouvrière «ne se déroule pas suivant le schéma militaire d'armées contrôlées et disciplinées, se mouvant en réflexe des mouvements de classe. De ce fait les communistes passaient ouvertement à l'explication des actes terroristes et des attentats, et s'efforçaient de les encadrer dans le processus de lutte révolutionnaire du prolétariat» (12).

Sous le titre général: «Le prolétariat allemand répondra par la violence à l'attaque violente du fascisme», «Prometeo», l'organe en italien des militants de notre courant, écrivait dans le n° qui suivait les événements du Reichstag: «(...) Quelle est alors la directive communiste? Pour ce qui est de la défense des militants, il n'y a évidemment aucun doute. Que Van der Lubbe [sic] soit un provocateur ou qu'il soit un prolétaire de bonne foi, le parti doit défendre juridiquement ses militants sur la base de principes bien connus de la lutte armée de masse et non pas des séries d'attentats.

Mais du point de vue politique il faut bien caractériser ces attentats et les mettre en rapport avec l'inévitabilité de l'explosion de la violence. L'ennemi qui assassine par dizaines et dizaines les prolétaires voudrait se refaire une virginité et assumer le rôle de défenseur de la légalité et de l'ordre? A cette manoeuvre il faut opposer la volonté déclarée, ferme, d'appel au prolétariat pour qu'il se porte immédiatement sur le terrain de la riposte, de sa défense, de l'organisation armée de cette défense. Ce n'est pas sur le terrain juridique de la provocation ou de la non-provocation qu'on peut baser la lutte du prolétariat, mais sur le terrain de la lutte de classe (...). Et sur ce terrain la première condition du succès repose sur l'affirmation de la nécessité de se défendre **immédiatement** les armes à la main contre la destruction de ses organisations et contre les assassinats de l'ennemi. (...).

Ce n'est qu'ainsi que l'ennemi comprendra qu'il ne tire aucun avantage des attentats puisque les ouvriers au lieu de se laisser intimider, opposent leur violence à l'attaque violente du fascisme» (13).

La «mauvaise politique» du stalinisme était à l'opposé complet de cette orientation vraiment communiste, puisqu'elle consistait, après la venue de Hitler au gouvernement de ne rien faire d'autre que des protestations platoniques dans l'espoir d'éviter le plus longtemps possible l'interdiction du parti et pour ne pas gêner la participation aux élections; après le déchaînement de la répression, à tout baser sur le terrain juridique et la campagne d'opinion internationale pour faire de Van der Lubbe un provocateur à la solde des nazis et du KPD un parti respectueux de la légalité...

«Bilan» concluait dans l'article cité plus haut: «Maintenant que l'ennemi a pu avoir sa tête, il ne reste que des groupes prolétaires insignifiants pour défendre la mémoire [de Van der Lubbe]. Demain lorsque le prolétariat pourra reconstruire son parti au feu des batailles révolutionnaires, juges, contre-juges, socialistes et centristes [cela désignait alors les staliens] auront leur compte: le régime qu'ils ont défendu s'écroulera sous les coups de la classe ouvrière qui reconnaîtra un des siens dans le "provocateur" Van der Lubbe et le vengera dans la bataille insurrectionnelle pour l'instauration de la dictature du prolétariat».

(1) cf «Février 1933: l'incendie du Reichstag», LP n° 466. Nous ne savons pas si la caractérisation de Van der Lubbe comme «chômeur» renvoie à la vieille suspicion, typique de la gauche bien-pensante, du chômeur comme élément potentiellement trouble et susceptible de se tourner vers le fascisme. Si c'est le cas, rappelons que dans les années trente, selon les chiffres officiels, 60 à 70% des membres du parti communiste allemand étaient des chômeurs (dans une

région aussi industrielle que la Rhur, seuls 10 % des inscrits étaient des travailleurs ayant un emploi).

(2) cf «Lutte Ouvrière» n° 1826 (1/8/2003).

(3) cf «marinus van der lubbe. Carnets de route de l'incendiaire du Reichstag», p. 223.

(4) cf «L'Internationale Communiste» (organe bi-mensuel du comité exécutif de l'Internationale Communiste) n° 20 (15 octobre 1932), pp 948, 949.

(5) cf R. Black, «Fascism in Germany», cité dans «Leon Trotsky. Oeuvres. Mars 1933-juillet 1933», p. 42. Lorsque le 28 janvier 1933, apprenant que Hitler va être nommé chancelier, le chef de la fraction parlementaire du KPD en informe Thälmann en lui demandant de décréter l'état d'alerte dans le parti, celui-ci lui répond qu'il est «fou» car la bourgeoisie allemande ne veut pas d'Hitler au gouvernement! Ibid., p. 43.

(6) cf Ossip K. Flechtheim, «Le parti communiste allemand sous la république de Weimar», Ed. F. Maspero 1972, p. 214.

(7) cf «L'Internationale Communiste» n° 24 (15 décembre 1931), pp 1699-1703.

(8) «Les partis communistes devraient avoir constamment à l'esprit qu'il n'existe pas de lutte si futile soit-elle, et en général de luttes fractionnelles dirigées contre la ligne de l'Internationale communiste, qui ne soit utilisée et attisée par la police» cf «L'Internationale Communiste» n° spécial, 31/12/1931, p. 1734.

(9) «Nous n'avons pas de parti, nous n'avons pas de chefs!»: le lecteur peut se faire une idée du sentiment des militants communistes à la lecture de «La tragédie du prolétariat allemand», article et lettres de 1933 de Rustico (Ed. Spartacus).

(10) cf L. Trotsky, «La clé de la situation internationale est en Allemagne». Ecrits Tome III, Ed. IVe Internationale, 1959, pp. 97,98.

(11) cf L. Trotsky, «La tragédie du prolétariat allemand», Ibid., p. 385. Pour ce qui est des critiques que nous faisons sur l'orientation de ce dernier lors des événements d'Allemagne, voir l'article «Eléments de l'histoire de la fraction de Gauche à l'étranger» (2), sur «Programme Communiste» n° 98.

(12) Cet article est reproduit sur le n° 98 de «Programme Communiste».

(13) cf «L'Attentato al Reichstag» sur «Prometeo» n° 85, 5/3/1933.

« programme communiste »
Revue théorique du parti
communiste international
N° 98 - Mars 2003

Au sommaire de ce numéro :

- Points de repères marxistes sur l'impérialisme et le terrorisme
- Propriété et capital (2)
- Eléments de l'histoire de la Fraction de Gauche à l'étranger (de 1928 à 1935) (2). Annexes: - En défense de l'incendiaire du Reichstag. Van der Lubbe. Les fascistes exécutent, socialistes et centristes applaudissent («Bilan», n°3, janvier 1934) - Pour les funérailles des victimes du «Diana» («Il Comunista», 30 mars 1921)
- Histoire de la Gauche Communiste: La naissance du parti communiste d'Italie (4). Articles de «Il Comunista» en annexe: La fonction de la social-démocratie en Italie (6/2/1921) - La bataille communiste pour le Congrès de la Confédération du travail (10/12/1921) - La question du pouvoir (13/11/1921) - La marche au pouvoir (17/12/1921) - L'usage de la violence (24/12/1921)
- Note d'actualité: Réforme des allocations de chômage et réduction du temps de travail: les grandes escroqueries de la bourgeoisie européenne.
- Notes de lecture: - «L'Internationale» - «Marxist»

Prix un exemplaire (84 pages) :
8 € / 15 FS / 5 £ / 2000 CFA / USA +
Cdn US \$ 8 / Am. latine US \$ 2

DE SOS-RACISME À SOS-DESPOTE

La farce électorale au Togo et le social-impérialisme

Le président Eyadéma vient d'être à nouveau réélu à la tête du Togo après les élections présidentielles qui se sont déroulées en juin, avec 57% des voix contre 34% au second, Emmanuel Bob Akitani. Des observateurs internationaux s'étaient rendus sur place pour vérifier la régularité de ces élections: ils ont sans doute dénoncé certaines «irrégularités» - il n'y a rien de parfait en ce bas monde! -, mais ont tout de même assuré qu'elles n'étaient pas de nature à remettre en cause la légitimité de l'élection. La démocratie a encore une fois triomphé au pays du président de l'Unité Africaine (le nouveau nom de l'OUA), dans ce petit paradis tropical du néo-colonialisme français...

Sylvanus Olympio, le premier président du Togo (indépendant depuis 1960), qui manifestait des velléités de rapprochement avec les Etats-Unis, fut assassiné en 1963 par l'ancien sergent de la coloniale Gnassingbé Eyadéma. Après un coup d'Etat, ce dernier accédera finalement au pouvoir en 1967 et il projette d'y rester encore pour de longues années, avec l'appui indéfectible de l'impérialisme français. Mais surtout depuis le massacre de centaines d'opposants en 1999, le vieux despote commence bien à faire tache. A l'époque devant le retentissement du scandale de la fraude aux élections présidentielles (qui auraient été en réalité remportées par Olympio face à Eyadéma) et des troubles qui avaient suivi (1), les autorités françaises avaient poussé à l'ouverture d'un «dialogue» avec l'opposition; Eyadéma avait même promis qu'il quitterait la présidence en 2003, la Constitution togolaise ne l'autorisant pas à se représenter. Il fallait donner une façade démocratique au Togo, non seulement pour des raisons de politique internationale, mais aussi pour des raisons de stabilité interne. Mais dans les faits ce fameux dialogue n'a jamais été qu'un mélange de corruption des opposants les plus vénaux à qui on a distribué quelques postes, et d'intimidation des autres. La bande au pouvoir et ses appuis français ne voulant rien partager du gâteau.

Dès que pression de l'opposition retomba, Eyadéma fit adopter un changement dans la Constitution pour qu'il puisse se représenter. Le responsable le plus populaire de l'opposition (bourgeoise), Gilchrist Olympio, a été déclaré inéligible par la commission électorale (lors des élections de 92 ce fils du président assassiné avait échappé de peu à un attentat perpétré par un fils d'Eyadéma). C'est Akitani, vice-président de son parti (l'Union des Forces pour le Changement) qui se présenta à sa place.

SOS-DESPOTE

Avec l'aide des spécialistes français la démocratie fonctionne tellement bien que la victoire d'Eyadéma fut proclamée alors que seuls 40 % des bulletins avaient été dépouillés! Selon les assesseurs des partis d'opposition, le véritable vainqueur des élections aurait été Akitani, Eyadéma n'arrivant qu'en troisième position avec 22% des voix. Déjà lors des élections présidentielles précédentes, les observateurs indépendants du pouvoir avaient affirmé qu'Eyadéma avait été battu par Olympio.

Le gouvernement français avait essayé d'obtenir du parlement européen qu'il envoie des «observateurs» pour témoigner de la régularité de l'élection; il s'agissait surtout de renouer avec la Communauté européenne - où les autres Etats ne se privent pas de critiquer le régime dictatorial togolais - de façon à pouvoir avoir accès aux financements européens. Le parlement européen refusant de se prêter à une pure mascarade au service du gouvernement français, celui-ci ne put trouver que des «observateurs» français. Mais parmi ceux-ci, au milieu de députés UMP (dont évidemment le président des amitiés France-Togo, lobby des intérêts néo-coloniaux français au Togo), il y avait Fodé Sylla, l'ex-président de «SOS-Racisme» (et président de sa succursale «SOS-Racisme International»), qui avait démissionné de ce poste pour pouvoir se présenter et être élu député européen sur la liste du P.C.F.! Membre de la commission Europe-Afrique du Parlement européen, Fodé Sylla était accompagné d'un autre député européen de la

«Gauche européenne unitaire», groupe apparenté au PCF qui a financé le voyage de ses deux représentants.

Pour se défendre des les critiques des autres députés européens qui lui reprochaient de cautionner ainsi la mascarade électorale togolaise en violation du vote du parlement, Fodé Sylla a affirmé qu'il se rendait au Togo à la demande de l'opposition et non à la demande de l'Elysée! Ce qui n'a pas empêché les services de l'Elysée de le féliciter d'avoir bien voulu accéder à leur demande (2)...

Comme leurs collègues de droite, les deux députés «apparentés communistes» ont fait au Togo ce qu'on attendait d'eux en signant la déclaration déclarant légitimant l'élection. Ce n'était pas assez pour Fodé Sylla qui a fait une déclaration publique selon laquelle les élections s'étaient déroulées «dans la transparence et dans l'équité mis à part quelques insuffisances signalées dans une ville située à 35 km de Lomé». En fait d'«insuffisances», dans cette ville (Tsévié) la police a tiré sur les manifestants qui protestaient contre les irrégularités du scrutin, tuant au moins une personne (un écolier) et faisant de nombreux blessés. D'autres «insuffisances» du même genre causant des morts et des blessés ont été constatées en plusieurs endroits selon un rapport d'«Amnesty International», qui signale aussi des dizaines d'arrestations, passages à tabacs et tortures de sympathisants de l'opposition dans la période pré-électorale. Sans doute des peccadilles pour notre député antiraciste, qui a ajouté «c'est honteux que l'Union européenne n'ait pas envoyé d'observateurs et (...) que la coopération entre l'Union européenne et le Togo soit suspendue alors que d'autres pays dans les mêmes conditions ne subissent pas les mêmes sanctions» (3).

Par la suite, Fodé Sylla a appelé l'opposition à participer à un gouvernement d'union nationale proposé par Eyadéma (truc déjà utilisé par ce dernier pour acheter des politiciens véreux), en vantant l'engagement démocratique de ce dernier! Toute honte bue, cette canaille n'a pas hésité à calomnier un opposant recherché par la police togolaise parce qu'il avait constitué un dossier sur les exactions des forces de sécurité en affirmant que c'était probablement un «imposteur à la recherche d'un visa» pour la France...

Cet appui grossier à un Eyadéma ne doit pas surprendre venant d'un dirigeant de SOS-Racisme. Fondé par le PS lorsqu'il était au gouvernement (4) pour récupérer les luttes des jeunes immigrés et empêcher qu'elles prennent une orientation classiste, cette association avait deux règles non écrites (selon un dirigeant de l'Union des Juifs de France qui protesta de leur violation lorsqu'un jour SOS-Racisme publia un communiqué critiquant Israël): ne pas critiquer la politique israélienne et ne pas critiquer l'impérialisme français. Pacifiste, légaliste, collaborationniste et démocratique, SOS-Racisme a toujours été un **appendice du social-impérialisme**, même quand ses dirigeants étaient moins maladroits (ou moins gourmands) qu'un Fodé Sylla. Harlem Désir fit carrière au PS, son successeur choisit le PCF, tous deux sont restés dans leur camp, celui des laquais de l'impérialisme. Si aujourd'hui ce sont des proches du PCF qui servent de caution au sanglant régime néo-colonial togolais, hier c'était un cacique du PS, Michel Rocard, qui s'employait au parlement européen à défendre la même cause pourrie. Et avant-hier Chirac, lors de la première cohabitation, avait envoyé des paras soutenir le

régime d'Eyadéma avec le plein accord de Mitterrand...

Face à ce soutien sans faille de l'impérialisme français au régime d'Eyadéma, l'opposition bourgeoise fait la démonstration de son impuissance. Elle participe régulièrement aux élections pour s'y voir tout aussi régulièrement bernée. Il ne lui reste plus alors qu'à se répandre en protestations vaines auprès de l'impérialisme français, de l'Union africaine, ou de l'ONU, sur les violations de la démocratie. Protégé par sa Garde présidentielle coupable de meurtres punitifs dans les quartiers populaires de Lomé lors de troubles (garde entraînée et équipée par la France), ne dormant par mesure de précaution que dans son camp militaire, ce que craint Eyadéma ce ne sont évidemment pas ces protestations; ce qu'il redoute c'est le soulèvement un jour des prolétaires et des déshérités contre son régime. Mais c'est aussi ce que redoute l'opposition démocratique issue de la bourgeoisie commerçante (principalement ewé) tenue à l'écart du pouvoir depuis pratiquement 4 décennies et qui explique sa veulerie.

Eyadéma et surtout le régime néo-colonial, au Togo comme ailleurs, ne pourront être renversés que par la lutte directe des exploités, en union avec la lutte anticapitaliste des prolétaires en France. Dans cette lutte il faudra combattre non seulement les bourgeois déclarés, mais aussi leurs agents sociaux-impérialistes d'autant plus pervers qu'ils sont masqués: les prétendus antiracistes vendus, les faux socialistes ou communistes!

(1) cf. «Le Proletaire» n° 450 (août-oct. 1999).

(2) cf «Le Monde», 6/6/2003.

(3) Déclaration publiée sur le site internet du gouvernement togolais.

(4) Le gouvernement Jospin fut contraint d'utiliser les fameux «fonds secrets» pour renflouer SOS-Racisme quasiment en faillite à la fin des années quatre-vingt dix.. Un rapport de la Cour des comptes en juin 2003 a étalé la gabegie régnant dans les finances de l'organisation de 1993 à 1999. Pour se limiter à son seul exemple, Fodé Sylla emporta avec lui en quittant la présidence de l'association 60.000 Fr et une voiture de fonction (pour se justifier il dira qu'elle avait beaucoup de kilomètres). Par rapport aux «stock-option» ou aux «golden parachutes» des grands patrons, ou même par rapport aux chaussures d'un Roland Dumas, ce n'est sans doute pas grand chose: les gages d'un valet ne sont jamais comparables aux revenus du maître...

Points de contact:

Toulouse: Vente au marché St Sernin, tous les dimanches de 11h à 12h 30.

Aix-en-Provence: réunion de lecteurs, le 13 sept.. Rendez-vous devant le Flunch 15h, Place du Général de Gaulle.

Paris: réunion de lecteurs le 20 sept. à 17h, Cafétéria Casino, Place de la Nation.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

3e et 4e listes 2003

Aix: 9,5 / Eric: 7,5 / Gérard: 40 / Georg: 5 / Gw: 10 / Gilbert: 7,5 / Jean-Pierre: 11 / auto-détermination pour les Kurdes: 42 / Lili et Tintin: 460 / Tin.: 70 / Paris: 1010 / Raymond: 18 / Robert: 6,5 / Roger: 72,2 / Victor: 120 / Yves: 24,5
Total listes: 1913,20
Total général: 4237,90

CORRESPONDANCE:

Pour la France: Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
Pour la Suisse: Editions Programme, Ch. de la Roche 3, 1020 Renens
Pour l'Italie: Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

« Il Comunista »

n°85-86 (Bimestrale)
 Luglio 2003

• Vecchia Europa, nuovi contrasti - La guerra in Iraq è finita... La guerra del capitale contro i proletari raddoppia @ Il referendum seppellisce la lotta in difesa dell'articolo 18 e apre la strada all'attacco sulle pensioni • Una parola sul velo islamico • A che cosa è servito il referendum sull'articolo 18? • Oto per mille, dalle tasche dei contribuenti alle tasche dei parroci o alle missioni militari • La ministeriale «lotta al fumo» è come la lotta contro i mulini a vento • Solo la rivoluzione proletaria può abbattere il mostro statale americano • Quadrante: Democrazia peruviana all'opera: massacro di scioperanti / Amazzonia ecuadoriana: strage di indigeni / Uranio impoverito: non fa male, parola di sottosegretario! / Treno sempre più veloce: strage ferroviaria in Spagna / la Polonia, a fianco degli USA nella guerra in Iraq, passa alla cassapetrolio / Tavolta i filmati inchiodano i poliziotti / L'Arcivescovo in carcere • Presente e futuro delle rivoluzioni d'Asia • ASIA: Polveriera del mondo • Corrispondenza dalla Francia: L'«anno dell'Algeria»: sotto il segno della repressione e degli scontri sociali • Una parola sul velo islamico • La guerra in Iraq è finita... La guerra del capitale contro i proletari raddoppia • Sui movimenti di lotta del napoletano (dal 1995 al 2002)

LIBRAIRIES OÙ EST DÉPOSÉE LA PRESSE DU PARTI

(extrait de la liste)

Alger: Librairie «El Ijtihad», 9 rue A. Hamani / **Genève:** «Librairie du Boulevard», 34 rue de Carouge / **Aix-en-Provence:** «La divine comédie» / **Albi:** Maison de la presse, Place du Vigan / **Belfort:** Maison de la Presse, 65 Fbg de France / **Clermont-Ferrand:** «Le Papyvore», 3 rue de l'Ente / **Lyon:** «A plus d'un Titre», 4 quai de la Pêcherie / **Marseille:** Librairie «L'Odeur du temps», 35 rue Pavillon / Papeterie-journaux du Vieux Port / **Martignes:** Papeterie-journaux, 5 Boulevard Degut / **Mayenne:** Centre cial «La Mayenne» / **Montbéliard:** Point-Press, rue Jacque Foillet / **Montpellier:** «Librairie Sauramps», Le Triangle / Librairie Scrupule, 26 rue du Fbg de Figuierolles / **Nantes:** «Vent d'Ouest», 5 Place du Bon Pasteur / **Paris:** «La Brèche», 27 rue Taine / «L'Herbe Rouge», 1bis rue d'Alésia / «Librairie Parallèles», 47 rue du Faubourg St Honoré / «Tiers Mythe», 21 rue Cujas / «Quilombo», 23 rue Voltaire / **Pointe-à-Pître:** «Librairie Antillaise», rue Schloecher / **Rennes:** Maison de la presse, 8 Place du Colombier / **Toulouse:** «Les Arcades», Place du Capitole / Librairie-journaux, 1, Place du Parlement / **Tours:** Librairie, 104 rue Colbert / Maison de la Presse, 5 rue de Bordeaux / Maison de la Presse du Beffroi, 36 rue de Jemmanes / **Villeurbanne:** Maison de la presse, 33 avenue H. Barbusse

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. **Versements:** timbres poste ou chèque à l'ordre de: Dessus. **Abonnement au «proletaire»:** 7,5 € / 30 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 60 FS / £ 20. **«programme communiste»** (Revue théorique), le numéro: 4 € / 10 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 80 FS / £ 25 / Amérique latine: US \$ 8 / USA et Cdn: US \$ 35. **«il comunista»**, le numéro: 1,5 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 13,5 € / 35 FS / £ 13,5. **Abonnement de soutien:** 27 € / 70 FS / £ 27. **«el programa comunista»**, le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 0,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 1 / USA et Cdn: US \$ 6. **Imprimé par nos soins.**